

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

3 Crucifix et *mignotocrazia* | Patrice Dartevelle

dossier
Religion Academy

- 5 Sommes-nous vraiment à la fin de la décadence? | Michel Grodent
- 7 Moins de religieux mais plus de visibilité | Une interview d'Olivier Roy - Propos recueillis par Patrice Dartevelle et Nicole Nottet
- 9 Pourvu qu'on y croie... | Patrice Dartevelle
- 10 Créationnisme - Leçons pour l'Europe du XXI^e siècle | Guy Haarscher
- 12 Il était une foi à la télé | Fernand Letist
- 13 Dieu s'invite au théâtre | Christian Jade
- 14 Fondamentalisme et retour du religieux font-ils la paire? | Patrice Dartevelle

14

MONDE

- 15 Europe - Commémorer et agir | Michel Vanden Abeele
- 16 La défaite des stratèges de Lisbonne | Pascal Martin
- 18 Russie - L'archipel de l'impunité | Jean-Paul Marthoz

ENTRETIENS

- 20 La religion du monde | L'entretien de Jean Sloover avec Christian Arnsperger

16

ÉDUCATION

- 22 L'école, stop ou encore? | Frédéric Soumois
- 24 Un outil précieux pour l'éducation à la démocratie | Marcel Voisin

RÉFLEXIONS

- 25 La gauche et l'intégration européenne | Olivier Starquit

24

ÉPOQUE

- 26 Placements «propres» - Derrière l'idéal, un nouveau business? | Stéphane Renard
- 28 Questions d'éthique | Hélène Musso
- 30 Quand la réalité dépasse la fiction | Julien Dohet

CULTURE

- 31 Le monde antique de Delvaux | Ben Durant
- 32 Marché de l'art - Un incontestable ralentissement | Ben Durant

31

34 AGENDA

espace de
libertés
MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.

RÉDACTION, ADMINISTRATION
ET PUBLICITÉ

Directeur: Patrice Dartevelle,
Rédactrice en chef: Michèle Michiels,
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet,
Production, administration et publicité: Fabienne Sergoyne,
Iconographie: Michèle Michiels,
Comité de rédaction: Patrice Dartevelle, Xavier De Schutter, Julien Dohet, Jérôme Jamin, Yves Kengen, André Koeckelenbergh, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois.

Fondateur: Jean Schouters
Documentation: Anne Cugnon,
Impression: Kliemo.

ISSN 0775-2768

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).



Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interréseaux - Ministère de la Communauté française.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture: © Cost.

ABONNEMENT

11 numéros

Belgique: 20€
Étranger: 32€
par virement au compte
n°210-0624799-74 du CAL.

Centre d'Action Laïque:
Campus de la Plaine ULB, CP 236,
avenue Arnaud Fraiteur,
1050 Bruxelles.
Tél.02/627.68.68 -
Téléfax 02/627.68.61

TVA: BE [0] 409 110 069
E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Éditorial

Crucifix et *mignotocrazia*

Le récent arrêt (3 novembre) de la Cour européenne des droits de l'Homme qui a ordonné d'ôter les croix chrétiennes des murs des classes des écoles italiennes (très largement publiques) pose à la fois la question de la séparation de l'Église et de l'État et de ce qu'est l'Europe, mais aussi celle de la situation politique et idéologique d'une Italie que tout le monde jugeait il y a moins de trente ans encore hyperpolitisée —quitte à y voir un archaïsme— et qui aujourd'hui fait figure de marionnette de télévision de bas étage.

Du respect de chacun

À bon droit, la Cour a estimé que «la croix pouvait aisément être interprétée par des élèves de tous âges comme un signe religieux, signe qui peut être perturbant pour des élèves d'autres religions ou athées».

Sans doute, l'Italie compte-t-elle 88% de catholiques et pas plus de 10% d'athées, mais cette majorité n'est pas une justification suffisante. Quand, en 1962, la Cour suprême américaine, dans l'affaire Engel contre Vitale, interdit dans les écoles publiques la prière commune —multireligieuse— obligatoire avant les cours, les athées ne représentaient pas plus de 5 % de la population.

Les protestations à l'encontre de l'arrêt de la Cour européenne n'utilisent que de pauvres arguments rhétoriques. Le pire est celui d'un philosophe, certes catholique, mais mondialement connu, Massimo Cacciari, également maire de Venise, qui va jusqu'à voir dans la croix comme un symbole laïque parce que la laïcité serait une valeur chrétienne¹.

D'autres² font mine de s'étonner et n'imaginent pas que les jours fériés chrétiens sont menacés. Telle est bien la réalité. Des fêtes comme le lundi de Pâques, le 15 août et quelques autres ont leurs jours comptés et Noël n'est depuis très longtemps que la fête du Père Noël et du champagne, pas celle du petit Jésus et des bergers.

Un pays sous narcose

Le vrai problème est l'extrême rareté des protestations en Italie. Même le nouveau secrétaire du Parti démocrate Pierluigi Bersani a estimé qu'«une vieille tradition comme le crucifix ne peut offenser personne. Parfois, le bon sens finit par être victime du droit»³.

Il est vrai que les catholiques italiens ont eu la bonne idée d'investir tous les partis. Seuls les communistes de Refondation saluent la décision. L'éditorialiste de *la Repubblica* se distingue du concert des approbations en rappelant que le droit représente les garanties données par la majorité à la minorité et que la sentence propose à l'Italie de renforcer les conditions du vivre ensemble⁴.

Certes d'autres pays de l'Union ne feraient pas mieux que l'Italie, mais dès lors quel est l'intérêt de l'Europe pour les laïques? Ne vaut-il pas mieux la réduire à son ancienne appellation de «marché commun»?

Ceci nous amène au phénomène Berlusconi. Cet entrepreneur, à la fortune d'origine obscure, possède l'essentiel de la télévision commerciale, Mediaset, et peut maintenant par ses fonctions publiques téléguider au moins deux des trois chaînes publiques (dans la tradition italienne, RAI 3 est laissée à l'opposition). On estime qu'en Italie, 70% des personnes ne se forment une opinion que par la télévision.

Le contrôle des médias

Le récit des frasques de Silvio Berlusconi est des plus courants hors d'Italie. Mais dans le pays où elles se déroulent, les rendre publiques coûte très cher. La vie sexuelle du président du Conseil italien m'intéresse peu, encore qu'elle semble parfois à la limite de la légalité. Mais elle contraste hypocritement avec son adhésion publique à l'Église et à ses choix via sa lutte contre l'avortement légal et tout ce qui touche à l'euthanasie. En outre, il avait placé sur les listes électorales une des prostituées dont il avait utilisé les services. *Mignotocrazia* dit-on en italien, ce qui se traduit par «putanocratie». Berlusconi exerce des pressions sur les investisseurs publicitaires pour qu'ils boycottent les deux seuls quotidiens rétifs, *la Repubblica* et *l'Unità*. La servilité des autres, même les plus traditionnels, a quelque chose de confondant et que nous n'imaginerions pas en Europe de l'Ouest. Dans l'Italie de Berlusconi, la volonté de ne pas faire publier des informations n'a rien à envier aux pratiques de l'Union soviétique.

L'écrivain Claudio Magris, qui stigmatise la perpétuelle parodie vulgaire que Berlusconi donne de sa fonction, dénonce le populisme qui gagne l'Italie et les pressions sur la presse, impensables dans un pays comme l'Allemagne qu'il connaît bien⁵. La force des médias est incontestable et tant qu'à parler d'incompatibilité, celle de maître de la presse et de ministre est à proscrire.

À qui le tour?

L'énigme est cependant de comprendre comment l'Italie (et nous demain?) a pu en arriver là. *L'agit-prop* de la communication peut beaucoup, mais uniquement sur un terrain favorable. L'Italie n'en présente qu'un cas exacerbé d'anti-intellectualisme, mais le même phénomène peut nous guetter, notamment là où l'opposition est aussi déchiquetée.

Bien des journalistes se sont extasiés devant la récente prestation télévisée de Jean Sarkozy et la conseillère en communication du Président de la République a ajouté la mesure du mépris dans lequel elle tient les citoyens: «...ceux qui l'ont regardé à la télévision sont désormais convaincus, je crois qu'il fera longtemps parler de lui et pas comme le fils de...»⁶. Comme si des dizaines de conseillers n'avaient pas été derrière le fils de Nicolas et s'il n'avait pas répété maintes fois sa prestation «réussie». La démocratie et la liberté ne tiennent plus qu'à un fil (pour autant qu'il y en ait encore un qui nous relie à elles). ■

Patrice Dartevelle

1 Interview dans *la Repubblica* du 5 novembre 2009.

2 Par exemple Mariapaola Cherchi, «L'Europe, le crucifix et la cohérence: tabula rasa?», *La Libre Belgique* du 17 novembre 2009.

3 *Libération* du 4 novembre 2009.

4 Stefano Rodotà, *la Repubblica* du 4 novembre 2009.

5 Interview dans *la Repubblica* du 2 novembre 2009 à l'occasion de la remise de son prix pour la Paix à Francfort.

6 *Le Monde* des 25-26 octobre 2009.

Notre prochain dossier

Démographie: où allons-nous?

Fécondité occidentale en baisse, limitée —et sexuée— en Chine et en Inde, galopante en Afrique... la démographie est-elle une bombe à retardement, s'inscrit-elle dans ces dangers qui menacent la planète, au même titre que le réchauffement climatique?

SOMMES-NOUS VRAIMENT À LA FIN DE LA DÉCADENCE?

Ou de la difficulté de se comparer aux citoyens du Bas-Empire.

RELIGION ACADEMY

- Sommes-nous vraiment à la fin de la décadence?
- Moins de religieux mais plus de visibilité
- Pourvu qu'on y croie...
- Leçons pour l'Europe du XXI^e siècle
- Il était une foi à la télé
- Dieu s'invite au théâtre
- Fondamentalisme et retour du religieux font-ils la paire?

Le religieux fait-il son show? On peut... y croire ! Car s'il est désormais omniprésent dans les débats, les médias ou la cité, on a quelque peine à y trouver davantage de fond et de valeurs universelles. Et chacun de faire son marché pour trouver un bonheur sans doute illusoire dans ces offres en tous genres, y compris les plus contestables.

Retour du divin, retour de la religiosité: tout part à coup sûr de la phrase faussement attribuée à Malraux et reprise en chœur comme un leitmotiv indépassable, «*le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas*». Après une fin de siècle, marquée par le rappel obligé du vers de Verlaine («*Je suis l'Empire à la fin de la décadence*»), voici, paraît-il, une aube nouvelle: conjugué à la crise du capitalisme, l'effondrement des grandes machines idéologiques impliquerait une resacralisation de notre espace social, une reprise en main par un pouvoir religieux, sinon ecclésiastique. Et les bons esprits de se tourner mécaniquement vers l'histoire des débuts du christianisme pour y chercher des points de comparaison. Nul n'échappe à l'idée rassurante de l'éternel retour: à l'histoire imprévisible, on préférera toujours l'histoire cyclique.

Mais comparaison n'est pas raison, nous ne le savons que trop. Les époques sont-elles vraiment comparables? Reconnaissons que, si séduisant qu'il paraisse, le rapprochement n'est paradoxalement possible qu'au prix d'une sérieuse cure de dépaysement: avec toute la prudence nécessaire, nous devons nous efforcer de penser dans les termes qui étaient ceux de nos lointains ancêtres avant d'oser projeter sur eux tout ou partie de nos préoccupations. Nous devons faire taire en nous les réflexes conditionnés par deux siècles de «gibbonisme». J'entends par là l'influence qu'exerce sur nous, encore et toujours, l'incontestable chef-d'œuvre de Gibbon, son *Histoire du déclin et de la chute de l'empire romain*, dont les ultimes développements sont consacrés au travail de sape, censé avoir été exercé par le christianisme au détriment de la discipline virile qui cimentait depuis toujours la construction impériale.

«Le clergé prêchait avec succès la doctrine de la patience et de la pusillanimité. Les vertus actives qui soutiennent la société étaient découragées, et les derniers débris de l'esprit militaire s'ensevelissaient dans les cloîtres»¹. Célébré à juste titre, le souffle poétique de Gibbon, disciple de Voltaire, réussit à faire passer tous les à-peu-près. L'histoire sous sa plume se voit dépouillée de toute complexité irritante. C'est peu dire que les historiens contemporains ont corrigé ses tableaux de maître en imposant du Bas-Empire une image moins unilatérale. Et ce sont leurs travaux nuancés qui doivent servir de base à toute discussion sur les rapports entre nous et ces étranges figures qui constituent l'humanité ordinaire avant et après la conversion de Constantin au christianisme.

DÉJÀ DES PHÉNOMÈNES QUI PARLENT À NOS CONTEMPORAINS

Parmi les historiens qui ont le plus contribué à nous faire voir autrement le Bas-Empire, deux noms sont à retenir: ceux de Peter Brown et de Ramsay MacMullen dont les œuvres ont été, pour la plupart, traduites en français². Dans la société de l'Empire tardif, caractérisée par «une accentuation de l'écart entre les classes (...) et l'accumulation de richesses et d'hommes dans un nombre de mains toujours plus réduit», Brown perçoit des phénomènes qui, dans une certaine mesure, parlent à nos contemporains, comme «le passage (...) d'un âge d'équilibre à un âge d'ambition». Déjà, au cours du règne des Antonins, soit au II^e siècle, une agitation inquiétante couvait sous la surface: «si la classe cultivée avait un problème, c'est celui de cette électricité statique de violence», commente l'historien qui souligne, contre un certain marxisme trop porté à faire la part belle à l'économie, l'importance des facteurs culturels et religieux: «Les hommes étaient poussés par toutes les valeurs de leur environnement à des positions hautement compétitives». La mise au pas d'une société trop concurrentielle, dont les élites étaient trop engagées dans une course folle au pouvoir, à l'honneur et à la réputation impliqua au siècle suivant «un système de gouvernement par la "méthode forte"».

Parallèlement s'observait une «montée des amis de Dieu». Écoutons Peter Brown: «Une certitude grandissante qu'il pouvait exister des "amis de Dieu", qu'on pouvait les voir exister en ce monde, et que leur amitié avec Dieu les habilitait à exercer sur leurs voisins des pouvoirs considérables, sans limite de temps, se dessine de plus en plus clairement à partir du milieu du III^e siècle.» À un système toujours plus dirigiste semble bien répondre une forme de religiosité spécifique: «Au-dessus de la hiérarchie séculière formée par une société de plus en plus "pyramidale", se surimposait, en lignes distinctes, une hiérarchie spirituelle d'"amis de Dieu", dont on tenait le pouvoir en ce monde, dans sa source et sa légitimité, pour fondé sans ambiguïté sur une origine céleste».

Peut-on voir dans ces faits comme une anticipation de pratiques contemporaines? Les formes de compétitivité perverse que secrète l'organisation de nos sociétés néocapitalistes, prescrivant une mobilité extrême des acteurs économiques, appellent-elles sous nos yeux des réponses religieuses comparables? C'est possible, mais c'est apparemment moins chez les chrétiens que ➤

.....
1 Edward Gibbon, *Histoire du déclin et de la chute de l'empire romain*, Rome de 96 à 582, traduit de l'anglais par M.F. Guizot, Laffont, collection «Bouquins», 1983, p. 1157.

2 Du premier, on peut citer *Genèse de l'Antiquité tardive* (Gallimard), *Le Culte des saints* (Éditions du Cerf) ainsi que *Pouvoir et persuasion dans l'Antiquité tardive* (Éditions du Seuil). Du second, on retiendra surtout *Christianisme et paganisme du IV^e au VIII^e siècle* (Les Belles Lettres).

UNE INTERVIEW D'OLIVIER ROY*

MOINS DE RELIGIEUX MAIS PLUS DE VISIBILITÉ

Y a-t-il actuellement, selon vous, un retour du religieux en Europe?

| Olivier Roy : Il n'y a pas de retour du religieux, mais une plus grande visibilité par rapport aux dernières décennies. Tous les indicateurs montrent qu'en Europe et aux États-Unis, la pratique religieuse baisse. Je ne suis pas un partisan de la thèse du retour du religieux pour cette première raison. Deuxièmement, les religions qui ont du succès aujourd'hui ne sont justement pas des religions traditionnelles: l'Église catholique, les Églises orthodoxes sont sur la défensive. L'islam que l'on pourrait qualifier de centriste, traditionnel, culturel, est aussi en crise. Aujourd'hui, ce sont les versions que l'on pourrait appeler fondamentalistes des religions qui marchent. Et elles sont récentes. Chez les protestants, l'évangélisme, le pentecôtisme datent au plus tôt des premiers réveils, au XVIII^e siècle et au plus tard de l'invention du pentecôtisme au début du XX^e siècle. Chez les juifs, les mouvements de type hassidique sont des produits du XVIII^e siècle et pas du tout de la tradition rabbinique. Chez les musulmans, le salafisme vient du wahabisme, un produit de la fin du XVIII^e siècle. Toutes les formes d'hindouisme et de bouddhisme qui fonctionnent aujourd'hui sont des recompositions de la fin du XIX^e siècle, voire du XX^e siècle. Ce qu'on appelle les sectes est un phénomène typique du XX^e siècle. Il ne s'agit donc pas d'un retour du religieux, mais d'une recomposition du religieux dans un espace profondément sécularisé.

Du point de vue des laïques, on a l'impression que la sécularisation, si elle n'est pas en échec, n'a pas tout résolu et, au fond, est peut-être incertaine.

Nous sommes dans une période de post-sécularisation. La sécularisation a fonctionné, la société est sécularisée. Cela se traduit d'abord par l'ignorance religieuse. Les formes fondamentalistes des religions ne s'intéressent pas au savoir religieux, à la théologie. La sécularisation a réussi dans le sens où les religions ont été rejetées à la périphérie des sociétés. Et même si dans certains cas, comme en Espagne, l'Église en tant qu'institution garde un rôle important, son combat est bien d'arrière-garde parce que ses membres n'obéissent plus à ses préceptes. La laïcité, elle aussi, est en crise dans la mesure où elle se présente également comme un système de valeurs, voire même une idéologie, en France en particulier. En tant que système de valeurs, elle connaît la même crise que la religion. Il y a une crise du rationalisme, qui se marque par le succès de nouvelles formes religieuses, y compris parmi les gens pas spécialement croyants mais qui adhèrent à cette gamme de new wave, zen, bouddhisme, méditation transcendante. Sur le plan sociologique, la laïcité a fonctionné; sur le plan des valeurs, elle est en crise.

LA DÉCULTURATION DU RELIGIEUX

Vous vous opposez à la théorie du «clash» des civilisations. Les deux éléments essentiels sont le découplage entre religion et culture et le découplage entre religion et territoire.

Le problème avec le débat en Europe sur le multiculturalisme en particulier, c'est qu'on est soit dans le clash, soit dans le dialogue, mais les deux partagent la même thèse de départ, à savoir qu'une religion est intrinsèquement liée à une culture. Selon cette thèse, l'Europe même laïque reste profondément chrétienne et les musulmans, même devenus laïques, restent profondément musulmans. C'est une idée ancrée aussi bien à droite qu'à gauche, qui est souvent inconsciente. On le voit bien dans le réflexe des gens qui utilisent indifféremment le terme musulman, arabe, nord-africain, immigré. Or pour moi, le phénomène contemporain, c'est la déculturation du religieux. Les fondamentalistes sont par définition anticulturels, ils s'attaquent d'abord aux cultures des sociétés d'où ils émergent. Les talibans se sont attaqués à la culture afghane avant de s'attaquer aux Américains. Le deuxième problème réside aujourd'hui dans un processus de déculturation plus ou moins général et les immigrés sont les premiers à éprouver cette déculturation. C'est pourquoi on voit chez beaucoup d'entre eux un attrait pour le fondamentalisme. Parce que celui-ci est à la fois un acteur et une conséquence de la globalisation. Pour eux, elle est un moyen de trouver une vraie foi détachée des pratiques perçues désormais comme plus ou moins païennes de leur culture d'origine.

À l'instar de beaucoup d'islamologues, vous considérez que le fondamentalisme religieux des musulmans n'est pas un phénomène d'archaïsme mais de postmodernité?

Aujourd'hui en France, la burqa paraît le comble de l'archaïsme et de la répression des femmes. Or toutes les enquêtes montrent que parmi ces jeunes femmes, aucune d'elles ne vient du fond du bled marocain, ou saoudien ou pakistanais. Elles ont presque toutes fait des études. Elles ont toutes choisi volontairement de porter la burqa, certaines l'imposant dans le contrat de mariage, et surtout, le nombre de converties est assez considérable. Le groupe que j'ai observé en comptait un tiers. Le décalage est complet entre le vêtement qu'elles portent et le comportement qu'elles ont puisqu'elles s'expriment. Ces femmes en burqa s'exhibent sur la scène publique, portent plainte, prennent un avocat. Ce qui semble le comble de l'archaïsme est au contraire une attitude postmoderniste, où on fait comme si, dans le fond, ce que l'on a du modernisme, c'est l'individualisme exacerbé mais pas les autres valeurs.

«Tantôt libertin, tantôt stoïcien, tantôt bouddhiste, tantôt chrétien, tel est, pour l'instant, le destin de l'homo occidentalis».

chez les musulmans qu'il faudrait les chercher, dans des couches de la population dont certains représentants se sentent à tort ou à raison marginalisés. Plus loin, dans la même *Genèse de l'Antiquité tardive*, Peter Brown décrit l'*anachorêsis*, le départ, l'exil volontaire «d'hommes qui se trouvèrent conduits au désert par une crise des relations humaines». Même s'il s'agit là de haute voltige intellectuelle, il est tentant de rapprocher le désengagement de ces individus fuyant des sociétés contraignantes avec le refuge que croient trouver dans le terrorisme des enfants d'immigrés qui ne parviennent plus à se reconnaître ni dans la société où ils sont nés, ni dans celle dont sont originaires leurs parents. De part et d'autre, mais avec des moyens différents, c'est à une mort sociale que l'on se condamne finalement.

Une comparaison de ce type bute évidemment sur le degré d'imprégnation religieuse qui distingue les sociétés comparées. Tout le monde croit en un dieu sous le Bas-Empire et ceux que l'on désigne comme des athées —des *athéoi*— n'ont aucune commune mesure avec nos libres-penseurs. Dans l'esprit de l'empereur Julien, champion du paganisme, ce sont les chrétiens qui méritent cette qualification injurieuse, précisément parce qu'ils ne croient pas aux dieux de la cité et ne leur rendent aucun hommage sacrificiel. Ce qu'il faut également observer, dans la même ligne, c'est la longue persistance des cultes païens au cœur même d'un christianisme triomphant, décidé à occuper toute la place et qui sait se montrer agressif et répressif s'il n'obtient pas la conversion des idolâtres. Sur ce point-là, Ramsay MacMullen a écrit des pages éclairantes. Cette persistance est due en partie à la communauté de valeurs humanistes par laquelle sont liés bon gré mal gré les partisans de la religion nationale, désor-

mais en délicatesse avec le pouvoir politique, et les fidèles de l'Église qui se servent des auteurs anciens pour interpréter leurs livres saints³. Mais la coexistence pacifique concrétisée par la fréquentation des mêmes professeurs varie d'un endroit à l'autre: elle sera moins marquée à Athènes qu'à Alexandrie où règne un réel éclectisme, par-delà les explosions de violence (la philosophe Hypatie lynchée par la foule en 415).

LE DESTIN ÉCLECTIQUE DE L'HOMO OCCIDENTALIS

Est-ce dans cet éclectisme à géométrie variable qu'un citoyen du XXI^e siècle aurait en définitive le plus de chance de croiser son double? On songe à une lettre apocryphe de l'empereur Hadrien dans laquelle Alexandrie semble dépeinte comme une ville d'aujourd'hui, accueillante à toutes les croyances: «*Je n'ai trouvé dans l'Égypte, que vous me vantiez tant, mon cher Servianus, qu'une nation légère, irrésolue, et toujours à la recherche des nouvelles du jour. Ceux qui adorent Sérapis sont chrétiens, et ceux qui se disent évêques chrétiens sont dévoués au culte de Sérapis.*» Être tantôt libertin, tantôt stoïcien, tantôt bouddhiste, tantôt chrétien, tel est, pour l'instant, le destin de l'*homo occidentalis*. Mais ne doutons pas un instant que, dans l'ombre, veillent de nouveaux fous de Dieu, prêts à lui faire la peau et qui usent des mêmes modes de recrutement que leurs ancêtres d'obédience ecclésiastique: philanthropie, aumônes, patronage, séduction, manipulation⁴. De ce point de vue, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. ■

Michel Grodent

© Reuters

3 Cf. Edward J. Watts, *City and School in Late Antique Athens and Alexandria*, University of California Press, 2006. Disciple de Peter Brown, l'auteur met à mal un certain nombre de visions simplistes. On lira tout particulièrement le chapitre qu'il consacre à la fermeture de l'école d'Athènes en 529. Pour lui, les causes de la fermeture résident essentiellement dans l'usage, par certains philosophes, de techniques divinatoires, condamnables d'un point de vue chrétien.

4 Cf. la conclusion du livre de Jerry Toner, *Popular Culture in Ancient Rome*, Polity, 2009.

L'autre élément important est la question du territoire qui est maintenant séparé de l'accès aux religions et qui aboutit à un phénomène individuel.

Tout à fait: déterritorialisation, individualisation, globalisation, déculturation vont de pair. Bien entendu, il y a toujours eu des mouvements religieux non territoriaux. L'Église catholique s'est efforcée à partir du XVI^e siècle d'apparaître comme une Église universelle, présente sur l'ensemble de la terre et donc confrontée aux questions et aux actions des autres cultures.

Jean-Paul II a compris avant tous les autres que ce qui semblait, dans un système d'États nationaux un handicap, un pouvoir international, a donné un avantage à son message.

Oui, mais c'est basé sur une autre forme d'individualisme, le charisme du chef et non sur la logique d'une institution. Paradoxalement, Jean-Paul II a court-circuité l'Église. Les jeunes vont voir le pape par millions lors des JMJ mais ils ne vont pas au séminaire. Il y a un parallèle intéressant à faire entre la courbe des jeunes qui vont voir le pape et la courbe décroissante des jeunes qui vont au séminaire. D'où le grincement de dents des évêques. Le succès personnel de Jean-Paul II correspond aussi à un échec institutionnel de l'Église.

UN DISCOURS D'IMMÉDIATÉTÉ GÉNÉRALISÉ

Cela ne crée-t-il pas une nouvelle situation, une dé-territorialisaton, comme un marché des religions avec de nouveaux produits, des religions prêtes à l'exportation?

Le marché est une métaphore qu'il ne faut pas pousser trop loin. Mais elle contient du vrai. Vous avez d'abord un marché au sens physique homogène: un prêtre charismatique qui s'exprime en anglais touche une audience qui dépasse l'Angleterre ou les États-Unis. Des hindous vont drainer des foules à Chicago ou Hambourg. Deuxième point, les gens peuvent choisir, il y a une mise en concurrence, on n'est plus attaché à une paroisse territoriale. Internet ou se promener dans la rue donne un accès direct à des produits religieux extrêmement variés. Troisième point, pour qu'un produit marche, il faut qu'il soit paradoxalement le plus standardisé possible avec ensuite le petit élément qui le différencie du voisin. Il faut qu'on parle de la même chose, toutes les lessives parlent de laver plus blanc. C'est un discours du salut avec sa variante qui est la réalisation de soi, le bonheur sur terre. C'est une constante des formes religieuses, même l'Église catholique s'adressant aux jeunes leur dit qu'avec l'Église, ils seront heureux, elle ne leur parle pas de souffrance. C'est un discours de l'immédiateté, de la réalisation de soi.

© AFP

Le fondamentalisme, acteur et conséquence de la globalisation (Afghanistan).

Même les grandes Églises ont un comportement isolationniste. Elles se considèrent comme des communautés à part, comme les nouveaux mouvements religieux, et ne revendiquent plus leur pouvoir et leur autorité morale que sur certains sujets.

Les Églises se vivent comme des communautés de foi assiégées par une culture profane laïque et hostile à la religion, ce qui montre que la sécularisation a fonctionné. Elles se vivent comme minoritaires, même dans les pays où elles ont la majorité, comme aux États-Unis. Or tous les prédicateurs ont un discours de la minorité assiégée, et même en Égypte, c'est la menace permanente du complot dans sa version la plus paranoïaque. Elles adoptent une attitude de défense de la communauté, avec procès quand celle-ci est attaquée. La communauté religieuse est donc une communauté parmi d'autres. Avec ce discours de minorité, l'Église perd alors sa vocation à parler pour l'universel, et cette contradiction se voit à tous les niveaux. Dans la lutte contre l'avortement, défend-on une valeur universelle ou l'identité d'une communauté?

En Europe autrefois, croyants de l'Église catholique ou des grandes Églises protestantes et laïques avaient des valeurs pratiques communes, avec un accord sur la morale pratique. Aujourd'hui, en raison des conflits liés à la bioéthique, croyants et laïques se définissent sur des valeurs qui leur sont propres, et le conflit est très fort.

Le problème, c'est la disparition d'une orthopraxie, de valeurs et de normes communes même si les idées peuvent être différentes derrière. Le problème est de définir une éthique, j'allais dire même pas «non religieuse», parce que les religions ont le même problème. Nous sommes face à une crise de la réflexion morale et éthique. ■

Propos recueillis par Patrice Dartevelle et Nicole Nottet

POURVU QU'ON Y CROIE...

La situation précaire et incertaine du christianisme en Europe suscite des interrogations directes comme celle de l'écrivain Michel Cazenave dans une récente édition de *Libération*: «Ce qui me frappe, c'est de voir à quel point le christianisme actuel court après la société civile. Il ne structure plus»¹. Cela pose la question de l'avenir, et pour Michel Cazenave, les aventures spirituelles individuelles forment «une sorte d'humus, à partir duquel éventuellement, un ou jour l'autre, surgira une forme religieuse».

Chacun essaie d'y voir plus clair en se posant la question de ce qui a fait le succès du christianisme, de son émergence aux II^e et III^e siècles jusqu'à son triomphe aux IV^e et V^e siècles. Les responsables de la collection *Nouveau collège de philosophie* (Grasset) ont entrepris dans cet esprit de faire débattre —ou plutôt s'exprimer— deux intellectuels français de renom, un vrai spécialiste de l'histoire de la philosophie antique, Lucien Jerphagnon, et le philosophe et ex-ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry².

Ce dernier dit clairement qu'il n'est pas chrétien (mais on connaît par ailleurs ses ambiguïtés) et Lucien Jerphagnon se dit agnostique mystique, ce qui recouvre un chrétien détaché des dogmes parce qu'il sait «un peu comment c'est fait». À vrai dire, Jerphagnon reste prudent. S'il oppose la religion romaine, très pratique, domestique, ritualiste ou politique au «dieu sensible au cœur» des chrétiens, l'honnêteté scientifique l'oblige à dire, avec une étonnante prudence: «il me semble que la religion vécue laisse toutefois entrevoir des mouvements de ferveur spontanée». Et d'ajouter: «que d'ex-voto laissent entrevoir un rapport entre tel fidèle et tel dieu». Peu de conclusions à tirer de cela... ou du moins Jerphagnon ne veut pas les tirer.

TOUTE PHILOSOPHIE EST RELIGION

Luc Ferry, par contre, est des plus clairs. D'emblée, il se fait le chantre d'une vieille thèse du XIX^e siècle mais que certaines contre-offensives vaticanes pourraient remettre à la mode. Son propos est d'expliquer pourquoi le christianisme a triomphé de la philosophie grecque. La solution est simple selon Luc Ferry. Au fond, pour lui, la philosophie n'existe pas, elle n'est que la sécularisation d'une religion. Pour lui, la philosophie «a essentiellement travaillé à se séculariser, à laïciser le message religieux». Réduite à cela, la philosophie n'a plus qu'à succomber. Le paradoxe d'une pareille position est pourtant énorme. Même les historiens et théologiens chrétiens ont dû relever que l'histoire de la philosophie chrétienne est fondamentalement une suite de tentatives d'adaptation des diverses philosophies païennes: platonisme, stoïcisme et finalement aristotélisme. Leur influence a été des plus considérables sur les philosophes chrétiens, bien en peine de rivaliser avec leurs prédécesseurs païens qui, eux, étaient des géants.

Le cas peut-être le plus indéfendable parmi les propos de Luc Ferry concerne le travail. Voilà sa valorisation donnée pour un

produit du christianisme. «Ce sont les moines qui, en Europe, vont être les premiers à le mettre en valeur», dit Luc Ferry. La récupération des valeurs de la modernité est ici bien grossière: les moines sont astreints au travail parce qu'indépendamment de la nécessité, celui-ci est une leçon d'humilité qui doit rappeler aux moines leur modeste condition face à Dieu. C'est la confirmation des valeurs antiques du loisir, seule activité digne de l'homme libre. En fait, Luc Ferry veut surtout faire valoir que c'est le christianisme qui place la valeur morale de l'homme dans son action et non dans ses dons naturels comme le ferait le paganisme. L'idée est curieuse en soi: elle fait bon marché de la théorie de la grâce et de la prédestination dès saint Augustin, sans parler des discussions théologiques ultérieures. Certes Pélage pensait différemment mais l'Église lui a donné tort. Il a fallu plus d'un millénaire pour que le concile de Trente remette les mérites à l'honneur, mais à seule fin de distinguer le catholicisme du protestantisme.

Tout le reste de l'argumentation est une défense et illustration des spécificités réelles ou prétendues du christianisme. En quoi relèvent-elles d'une supériorité et non de la logomachie religieuse la plus conventionnelle? Parmi les meilleures perles, on trouvera la résurrection de la chair et la théorie de l'amour unissant deux êtres dans leur chair mais avec le compagnonnage d'un troisième, Dieu. Pourvu qu'on y croie, laisse-t-il passer une fois.

La principale perversité du débat est encore ailleurs à mon sens, et dans un non-dit magistral. Le débat porte sur la victoire culturelle du christianisme. Mais cette victoire du christianisme est-elle culturelle? La question n'a pas à être posée dans un débat ainsi circonscrit, mais la réponse vraisemblable est négative. Ce n'est pas Jésus qui a gagné mais l'Église. Robert Joly le subodorait déjà il y a trente ans. «Quand l'évêque deviendra chef suprême d'une communauté locale avec, sous son autorité, des prêtres, et plus bas encore, des diacres, cela fera une structure solide et qui n'est pas purement locale»³.

Le rôle de l'Église et spécialement des évêques dès la fin de l'Antiquité est aujourd'hui bien étudié. Très tôt, les évêques se sont substitués à l'autorité politique défaillante et sont devenus la personne de référence dans le diocèse. La technique des évêques est claire dès le IV^e siècle et elle est double. Ils prennent la première place d'une part en s'appuyant sur les pauvres et d'autre part, en surveillant les masses populaires⁴.

Le modèle est en partie ou au fond celui des groupes islamistes qui ont pris en main toute l'aide sociale dans beaucoup de pays musulmans.

Tant qu'à se poser des questions sur le christianisme, on fait mieux de lire Maurice Godelier quand il explique comment, à partir de 1951, les Baruya sont christianisés de force par les Australiens via l'État fraîchement inventé de Papouasie Nouvelle-Guinée. On brûle un de leurs villages, on fait disparaître les pièces sacrées et on envoie des missionnaires⁵. ■

P. D.

1 *Libération* du 23 juillet 2009, interview par Catherine Coroller.

2 Luc Ferry et Lucien Jerphagnon, *La tentation du christianisme*, Paris, 2009, Grasset coll. Nouveau collège de philosophie, 131 pp., prix ± 12,35 euros.

3 Robert Joly, «Pourquoi le christianisme a réussi», in *Christianisme d'hier et d'aujourd'hui*, Hommage à Jean Préaux, 1979, ULB, Faculté de Philosophie et Lettres, LXX, pp. 17-26.

4 Peter Brown, *Pouvoir et persuasion dans l'antiquité tardive*, Paris, 1998 [original anglais 1992], pp. 129 et 204.

5 Maurice Godelier, *Communauté, société, culture – Trois clés pour comprendre les identités en conflit*, Paris, 2009, CNRS Éditions, pp. 49-61.

LA QUERELLE DU CRÉATIONNISME AU MIROIR DES COURS AMÉRICAINES

LEÇONS POUR L'EUROPE DU XXI^e SIÈCLE

Les enseignants de nos écoles sont parfois confrontés à des contestations de l'enseignement de la biologie évolutionniste. L'*Atlas de la Création* de Haroun Yahya, religieux intégriste turc qui se bat pour l'éradication de la science «impie», circule en Occident. Il ne m'a pas semblé inutile, pour nous qui nous trouvons face à un phénomène assez nouveau, de récapituler brièvement les différents modes d'argumentation qui ont été utilisés par les créationnistes américains depuis un siècle.

L'*Origine des espèces* de Darwin fut publiée en 1859. Mais jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, l'enseignement de la biologie ne touchait qu'une petite élite, aux États-Unis comme ailleurs. Ce n'est qu'à partir des années 1920 que la massification de l'enseignement secondaire eut pour effet d'exposer un nombre significatif d'adolescents à la théorie de l'évolution. Le mouvement fondamentaliste était né au tournant du XX^e siècle en réaction au protestantisme libéral, beaucoup plus ouvert à la modernité et à la science. Les fondamentalistes reprochaient au darwinisme l'affirmation de l'unité de la vie, et en particulier d'une parenté des grands singes avec l'homme, qui semblait démentir la position privilégiée de ce dernier, façonné à l'image de Dieu et possédant une «âme» suprasensible. Ils contestaient également l'«amoralisme» de la sélection naturelle, processus brutal menant, selon l'expression de Spencer, à la survie du plus apte et semblant dès lors ébranler les bases mêmes de l'éthique chrétienne. Durant les années 1920, des lois furent votées, interdisant l'enseignement de doctrines contraires à ce qu'impliquait une lecture littéraliste de la Bible, et notamment de la *Genèse*. Cette première stratégie élaborée par les créationnistes relevait de l'attaque frontale: il ne fallait pas que la doctrine mécréante corrompe l'esprit de la jeunesse. Le fameux procès Scopes de 1925 eut lieu à Dayton, Tennessee, dans le cadre de cette première stratégie: pour «tester» la loi —le *Butler Act*—, Scopes avait déclaré avoir enseigné la théorie de l'évolution. Il fut condamné, mais le procès donna l'occasion aux deux camps d'affûter leurs arguments: William Jennings Bryan, grand politique démocrate, mena l'attaque au nom de la religion, et l'agnostique Clarence Darrow défendit Scopes. Ce fut le premier procès véritablement médiatique de l'histoire des États-Unis.

Après la condamnation de Scopes, les législations anti-évolution subsistèrent, et, sous la pression des groupes fondamentalistes, l'évolution disparut de la quasi-totalité des manuels de biologie. La situation ne changea qu'en 1957, quand les Soviétiques lancèrent le premier satellite artificiel, le Spoutnik. Cet exploit engendra un traumatisme dans les milieux dirigeants des États-Unis, et l'on décida de «muscler» les programmes de sciences, y compris la biologie, pour rattraper ce qui était perçu comme un retard

Charles Darwin (1809-1882), d'après un portrait de Ernst Hader.

inquiétant. A ce moment, les fondamentalistes tentèrent, devant le nouveau danger, de réactiver la stratégie d'interdiction en essayant de faire appliquer les lois anti-évolution qui étaient toujours en vigueur. Mais durant les années 1960, la Cour suprême des États-Unis, présidée par Earl Warren, était entrée dans la phase la plus progressiste de son histoire. Dans un arrêt fameux de 1968, *Epperson v. Arkansas*, la Cour considéra que les lois du type *Butler Act* violaient le Premier Amendement à la Constitution des États-Unis, qui empêche l'établissement d'une religion. Or, interdire à l'école publique un enseignement scientifique

parce qu'il contredisait une doctrine religieuse revenait à briser le «mur de séparation» entre l'État et les Églises, selon l'expression de Jefferson.

DES STRATÉGIES SOUS LA LOUPE

C'est à ce moment que les créationnistes furent bien obligés de changer de stratégie rhétorique, et qu'ils durent continuer le combat tout en respectant l'arrêt (honné par eux) de la Cour suprême. Ils adoptèrent pour ce faire diverses stratégies que nous ferions bien d'examiner attentivement si nous ne voulons pas être pris au dépourvu par les revendications antidarwinistes actuelles. Je ne peux que les esquisser brièvement ici¹. De façon générale, les créationnistes développèrent une stratégie habile: au lieu de se montrer intolérants, comme cela avait été le cas lors du procès Scopes, ils commencèrent à utiliser des arguments recevables dans le débat démocratique. C'est ce que j'appelle la stratégie —malheureusement très répandue— du «loup dans la bergerie»².

Et tout d'abord la doctrine de l'*equal time and emphasis*, consistant à demander un temps et une importance égaux pour l'enseignement du créationnisme et du «darwinisme» à l'école. On voit tout de suite qu'il ne s'agit plus d'expulser Darwin de la classe, mais d'y faire entrer également Dieu. Autrement dit, puisqu'il y a prétendument controverse, enseignons les deux aux enfants, qui feront un choix éclairé. Le vocabulaire utilisé est symptomatique: «controverse», «choix», etc. constituent des notions qui appartiennent au lexique du débat démocratique. Bien entendu, la controverse invoquée n'existe pas sur le plan scientifique, et on voit mal les enfants se prononcer sérieusement pour l'une ou l'autre conception. En 1987, après plusieurs épisodes judiciaires, la Cour suprême rendit à nouveau un grand arrêt de principe. Dans *Edwards v. Aguillard*, elle considéra que l'on ne pouvait mettre sur le même plan une doctrine religieuse et une théorie scientifique, et que les arguments invoqués par les créationnistes (enseignement de la controverse, etc.) étaient *a sham* (de la «foutaise»).

Les créationnistes déguisèrent alors de plus en plus leurs arguments. D'abord ils déclarèrent que, si le créationnisme relevait de la religion (ce que venait d'affirmer la Cour suprême), il en allait de même de la biologie évolutionniste: théorie matérialiste expliquant la vie sans faire intervenir Dieu, bref proclamation d'athéisme. Si le créationnisme devait être expulsé de l'école, qu'on en fasse de même avec le darwinisme! Cette stratégie ne mena pas loin sur le plan judiciaire. Néanmoins, l'argument selon lequel l'État, en inscrivant la science biologique à ses programmes, n'est pas neutre mais biaisé en faveur du «sécularisme», a fait des ravages dans d'autres débats.

ALORS VINT L'INTELLIGENT DESIGN

Ce fut alors le moment d'invoquer l'*Intelligent Design*: on évacuait toute référence biblique, on ne parlait plus de Créateur mais de *Designer* (Concepteur), et on prétendait argumenter sur un plan strictement scientifique en tentant de montrer que la complexité des organismes rendait incontournable la présupposition d'un Ingénieur suprême ou d'un Grand Horloger. C'est le vieil argument —intenable— de la théologie naturelle, mais il a été servi et resservi, notamment par le *Discovery Institute*, basé à Seattle, et promoteur du Dessein intelligent.

La Cour suprême ne s'est pas encore prononcée sur cette dernière version du créationnisme, qui incarne à merveille la stratégie du loup dans la bergerie: l'*ID* est supposé être de la science —une autre conception de la biologie, qui plus est, compatible avec la religion—argument soigneusement mis de côté.

En 2005, la petite ville de Dover en Pennsylvanie fut le théâtre d'une sorte de *remake* du procès de Dayton (1925). Les créationnistes sont aujourd'hui devenus très prudents, extrêmement modestes en apparence, «moutons» exemplaires: le pouvoir organisateur avait décidé que le professeur de biologie lirait au début du cours un petit avertissement signalant aux élèves que ce qu'on allait leur enseigner (l'évolutionnisme) faisait l'objet de controverses et qu'il existait des livres expliquant l'autre théorie, l'*Intelligent Design*. De nombreux exemplaires du livre *On Pandas and People*, Bible —si l'on peut dire— de l'*ID*, étaient mis à la disposition des élèves. Des professeurs et des parents portèrent l'affaire devant un juge fédéral, considérant que le *disclaimer* (avertissement) était contraire à la clause d'établissement de la Constitution. Le juge Jones, confronté à des thèses contradictoires, les uns soutenant que l'*ID* relevait de la science, les autres que c'était de la religion déguisée, appela à la barre les plus grands professeurs de biologie des universités. Les défenseurs de l'*ID* perdirent totalement la face: leurs articles ne faisaient pas l'objet de *peer review*, leurs données dataient parfois de vingt ans, etc. Le juge ayant été d'autre part informé de ce qu'en dehors de l'école les défenseurs de l'*ID* plaidaient en faveur d'un créationnisme pur et dur, il finit par donner raison aux plaignants en déclarant que le *disclaimer* était inconstitutionnel. Grande victoire pour la science et la «laïcité» américaine! Mais la Cour suprême ne s'est pas encore prononcée, et la décision du juge Jones ne s'applique qu'à l'un des districts judiciaires fédéraux de Pennsylvanie³.

Les créationnistes ont perdu quasi tous leurs combats judiciaires aux États-Unis. Mais ils restent très dangereux: ils sont riches, et la Cour suprême est devenue aujourd'hui plus conservatrice. Pour conclure, j'espère que ces péripéties aideront quelque peu les enseignants à affronter les revendications créationnistes qui commencent à se renforcer dans nos contrées. Nous ne pourrions pas dire que nous n'avions pas été prévenus. ■

Guy Haarscher

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles

1 Le lecteur désireux d'approfondir le sujet pourra lire: G. Haarscher, «Pseudo-argument and creationism», *Argumentation*, Volume 23, numéro 3, Berlin, Springer, 2009.

2 Je développe cette question dans «Rhetoric and its abuses: how to oppose liberal democracy while speaking its language», in J. Mootz III, Jr., (éd.), *Recalling Vico's Lament: the Role of Prudence in Law and Legal Education*, Chicago, Chicago-Kent Law Review, Volume 83, Numéro 3, 2008, pp. 1225-1259.

3 Toute l'affaire est remarquablement présentée sur la chaîne publique de télévision PBS: <http://www.pbs.org/wgbh/nova/id/extras.html>...



«La menace créationniste»
un film documentaire du CLAV

Pour tout savoir sur «La menace créationniste», vous pouvez vous procurer la copie DVD (26 minutes). Il suffit d'en faire la demande par mail au CLAV: clav@ulb.ac.be.

À visionner également sur Youtube (français/anglais): <http://www.youtube.com/user/CLAVbe1>.



IL ÉTAIT UNE FOI À LA TÉLÉ

Alors que la foi religieuse relève de l'intime, l'audiovisuel lui offre de plus en plus tribune gratuite vers le grand public. Dans des genres parfois inattendus.

En toute logique laïque, la vitrine médiatique des religions devrait se limiter aux émissions concédées aux différents courants en télé et radio. Pourtant, à bien y regarder, le fait religieux a, au fil du temps, tendance à déborder de ce cadre sur nos antennes. Et ce, à tous les étages de l'offre de programmes, peut-être en écho inconscient au lourd héritage judéo-chrétien de nos sociétés.

Plusieurs fictions grand public font dans le point de croix. Les séries françaises «*Sœur Thérèse.com*», «*Père et Maire*» ou même «*Joséphine, ange gardien*» ne véhiculent-elles pas ce catéchisme désuet où la présence du religieux et du miraculeux serait le petit plus pour résoudre certaines situations? TF1 enfonce encore un peu plus le clou ces jours-ci avec «*Services sacrés*» (sic!), série policière dont l'un des deux héros est... un évêque du Vatican. Certains trouveront cela très tendance «Da Vinci Code», voire anodin, mais il

n'en est rien. L'époque est à remettre en selle la chose religieuse avec l'ardente bénédiction des différents lobbys confessionnels.

JE CROIS DONC JE LE DIS

Sans remonter à Thierry Ardisson, catholique affiché, le talk-show décoiné, la télé-réalité et l'ère du peuple à poil offrent de plus en plus au fait religieux des fenêtres de tir idéales. La raison en est simple: le spectacle télé a progressivement fait sauter tous les verrous de la vie intime des anonymes comme des personnalités. Or, croire en dieu trône en bonne place sur l'autel privé de nombre de personnes. Pour les animateurs de talk-show comme pour leurs invités, parler religion n'est plus considéré comme un tabou... au moment même où les croyances religieuses sont au cœur d'un nombre croissant de problèmes de société nationaux ou internationaux.

Des attentats du 11 septembre au port du voile à l'école, du refus de signer la loi sur l'avortement par Baudouin à la génuflexion d'Albert II devant le Pape, le tropisme religieux pose question tout comme son entrisme permanent dans la

sphère publique. On ne compte plus les débats (de «*Mise au Point*» à «*Controverse*» en passant par «*Face à l'info*») entièrement orientés vers ces problématiques et leurs figures de proue, friandes de visibilité. Comme quand le redoutable islamiste sans frontières Tariq Ramadan se retrouve sur France 2 dans «On n'est pas couché» face au féroce chroniqueur Eric Zemmour. Le commun des téléspectateurs aura retenu un excellent moment de télévision en matière de tension spectaculaire et de choc oratoire. N'empêche que ce soir-là, le controversé islamologue aura eu sa demi-heure devant deux millions de téléspectateurs...

ISLAM DE FOND

La télé-réalité, ogresse des âmes, n'est pas non plus passée à côté des actes de foi. En 2007, la télé britannique osait «*Make me a muslim*» et les Américains «*30 days as a Muslim*». Les deux concepts se piquaient de plonger les téléspectateurs, notamment les jeunes, dans le vécu de la religion musulmane. La forme télé-réelle a également conditionné un autre programme britannique intitulé «Mosquée Academy»... L'islam n'en demandait pas tant! Heureusement, notre paysage audiovisuel n'a pas encore franchi ce cap de célébration spectaculaire d'un courant religieux. Chez nous, c'est sous forme d'une discrète sitcom que le fait communautaire musulman a été tourné à la blague grâce à «*La petite Mosquée dans la prairie*», une pochade amusante référant au célèbre feuilleton «*La petite maison dans la prairie*». Multidiffusée par RTL-TVI (chaîne qui, à une époque, diffusait de nuit les prêches des télévangélistes américains), la série culte originelle est à bien y regarder un réel outil de propagande, au premier degré, pour la bonne morale chrétienne.

À ces insidieuses créations médiatiques, on préfère de loin «*Noms de Dieux*», le talk-show mensuel d'Edmond Blattchen sur La Deux ou «*Et dieu dans tout ça?*», l'émission de Jean-Pol Hecq sur la Première. Au moins, on sait de quoi et avec qui on parle dans ces deux émissions sans œillères et questionnant intelligemment les courants philosophiques et religieux contemporains. L'émission de la Première radio permet d'ailleurs de mieux décrypter les incursions intempestives du religieux dans le champ des micros et caméras.

«*C'est l'actu qui génère ce phénomène*, philosophe Jean-Pol Hecq. *Une masse d'événements politiques ou interculturels sont aujourd'hui étroitement mêlés au fait religieux. Le rétrécissement de la planète met en contact des peuples qui n'ont pas les mêmes croyances ni les mêmes traditions. L'espace traditionnel laïque de nos sociétés se trouve bousculé par cette poussée tous azimuts du religieux.*» Une réalité qui se double, selon l'animateur, d'une dangereuse confusion: «*Le religieux a la fâcheuse tendance —avec la complicité (volontaire ou non) des médias—, à masquer le spirituel dans la perception du public. Il faut vraiment insister sur la distinction entre les deux.*» ■

Fernand Letist

DIEU S'INVITE AU THÉÂTRE

Dieu au théâtre, ce n'est pas nouveau. Au Moyen Âge, la Passion du Christ se jouait dans l'église et la vie des saints, sur le parvis. Mais Dieu sur scène était un peu passé de mode, depuis le pamphlet de Voltaire contre Mahomet (1742) ou la belle réflexion «éclairée» de l'Allemand Lessing, *Nathan le Sage* (1783) sur la coexistence pacifique des trois religions du Livre.

Le retour de Dieu sur scène coïncide, logiquement avec la chute des idéologies laïques, en particulier marxiste, en 1991, en Union soviétique. Et avec le livre culte des années Bush *Le choc des civilisations*, de Samuel Huntington. Il refait de la *civilisation*, qu'il lie étroitement à la *religion*, un axe de cohésion sociale... et de guerre de religions, à peine déguisée. Publié en 1996 entre la première guerre du Golfe (1991), la guerre des Balkans (1991-1995) et les attentats de New York (septembre 2001), ce livre a longtemps été au cœur de débats intellectuels après. Il fut le socle idéologique de la réaction américaine contre «l'axe du mal», essentiellement musulman, pendant la présidence de G. W. Bush (2000-2008).

Toutefois, le début de la «guerre de religion» intellectuelle islam/Occident date de 1989, avec la «fatwa» de l'ayatollah Khomeiny, qui condamne à mort l'écrivain anglo-pakistanaï Salman Rushdie, coupable d'avoir évoqué la figure du prophète de manière impie, dans *Les Versets Sataniques*,

Ce n'est donc pas un hasard si quelques intellectuels occidentaux «éclairés» rejouent *Nathan le Sage*, de Lessing: Christine Delmotte, en Belgique, dès 1994, et le Canadien Denis Marleau, en Cour d'honneur d'Avignon, en 1997 avec Sammy Frey dans le rôle de Nathan. Notez que cette pièce sur la tolérance ne met pas directement Dieu en scène mais les trois religions monothéistes, incarnées par le grand Saladin et des croyants, juifs et chrétiens.

VRAIMENT EN SCÈNE, CES DIEUX!

Il faut attendre *Prophètes sans dieu*, de l'Algérien Slimane Benaïssa, propulsé par le Festival «off» d'Avignon, en 2001, pour voir sur scène Moïse, Jésus mais pas... Mahomet. Musulman non pratiquant mais se méfiant de l'interdiction coranique de «représenter» le Prophète (en image ou sur scène), Slimane ruse. Pas d'interdit pour Moïse et Jésus, mais il remplace Mahomet par... l'auteur lui-même. Un tour de passe-passe qui se comprend aisément dans le climat de guerre civile, en Algérie, entre islamistes du FIS, proches d'Al Qaïda, et gouvernement algérien, adepte de la terreur d'État.

Les dialogues savoureux de Benaïssa n'épargnent aucune religion, sur le mode de l'humour.

Par rapport à ce chef-d'œuvre, le *Dieu* de notre compatriote d'origine marocaine, Hamadi, monologue clownesque sur quelques scènes des deux Testaments bibliques nous a paru un peu lourd. Présent à Avignon (off) cette année, il nous a moins convaincu que les deux autres volets de sa trilogie, l'adorable *Papa est en voyage* ou encore *Sans ailes et sans racines*, dialogue entre un père rationaliste et son fils prêt à s'embrigader dans l'islamisme.

À Avignon toujours, en 2005, (dans le «in»), Jacques Delcuvellerie crée un mini-scandale avec *Anathème*. Il y donne à entendre la parole du Dieu vengeur, premier exterminateur et des ennemis de son peuple et des juifs eux-mêmes en cas de désobéissance. De calmes images bibliques pour accompagner la rage de Jahvé, puis, en deuxième partie, un peuple terrorisé (tous âges, sexes ou races réunis) qui se dénude lentement comme à l'entrée d'un camp de concentration. Le choc des images, le poids des mots a créé un choc salutaire: plus l'ombre d'un humour possible. Le tragique des guerres basées sur la religion est clairement et irréfutablement dénoncé.

CONFIDENCES FÉMININES

Mais c'est du monde musulman, essentiellement féminin, que viennent les derniers spectacles qui, par leur impact émotif, touchent un large public.

On se souvient des *Monologues du vagin* d'Eva Ensler, au succès mondial. La Hollandaise Adelheid Roosen, sur ce modèle, mais avec plus de subtilité, a créé au Théâtre de Poche, à Bruxelles, *Les Monologues voilés*, en 2008. Un succès éclatant, qui permet deux reprises successives, en 2009 et... en mars 2010. En cette nouvelle période de guerre du voile et de la burqa, ces confidences dans le hamman montrent, avec humour et réalisme, la complexité de la double appartenance, à l'islam et à l'Occident, pour la dernière génération des jeunes musulmanes. J'ai trouvé ce spectacle nettement supérieur aux récentes *Confidences à Allah*, histoire d'une bergère passée par la prostitution et qui termine femme d'un vieux et gentil imam. Une jolie performance pour l'actrice Alice Belaïdi, mais un peu sommaire par rapport à l'accent de vérité des *Monologues voilés*. ■

Christian Jade

■ La série «*Sœur Thérèse.com*».

© Manuel Pascual.

■ Alice Belaïdi dans *Confidences à Allah*.

Les mondes du sacré

Avez-vous remarqué que lorsqu'une conversation aborde le délicat sujet des religions, il est devenu rare de ne pas entendre son interlocuteur se référer au livre de Jacques Rifflet? A fortiori, je ne m'avance guère en disant que *Les mondes du sacré* ne doivent plus être présentés aux lecteurs d'*Espace de Libertés*. Ce livre a connu un succès ininterrompu depuis sa parution en 2000. Que l'on juge: plus de 20.000 exemplaires vendus, un accueil élogieux dans la presse, et à présent une réédition où l'auteur procède à une refonte approfondie de l'ouvrage et à une mise à jour. En outre, *Les mondes du sacré* sont désormais traduits en néerlandais et en anglais, et il paraît qu'une traduction en arabe se profile à la demande du Maroc. *Inch'Allah...*

Le sous-titre *Religion, Laïcité, Esotérisme des origines à nos jours et leur influence sur la Politique internationale* illustre parfaitement l'étendue des propos de l'auteur qui interroge le monde du sacré pour mieux (nous faire) comprendre l'imbrication du religieux et du politique, et plus particulièrement l'impact de la transcendance mais aussi de l'immanence humaniste sur l'histoire et les grands enjeux géopolitiques. Le sacré, on le sait, rapproche parfois les hommes, certains d'entre eux du moins, mais il les divise aussi et c'est souvent en son nom, au nom de l'invisible, qu'ils s'opposent de par le monde. À tout qui cherche une clé de lecture aux conflits du XXI^e siècle, le livre de Jacques Rifflet est devenu une référence incontournable. Mais il offre plus que cela lorsqu'il exprime l'espoir d'un dépassement des différences dans un rapprochement entre les hommes, quelles que soient leurs convictions religieuses ou philosophiques.

Cette nouvelle édition, préfacée par Jean Claude Bologne (qui rejoint ainsi les deux préfaciers initiaux, Roger Lallemant et Gabriel Ringlet), intègre l'actualité la plus récente et porte jusqu'à l'élection du président Obama. Pour ne citer que trois exemples, l'index, fort précieux, renvoie à Benoît XVI, Nicolas Sarkozy ou Pierre Galand... À lire ces nombreux addenda (123 pages en plus depuis la première édition), on ne peut que constater que le monde du sacré n'est pas tout à fait identique lorsqu'il se conjugue en français, en néerlandais ou en anglais, d'où le titre au pluriel bien évidemment. En effet, l'auteur a adapté son propos à son public hollandais et anglo-saxon: les parts réservées au calvinisme, à l'anglicanisme ou à la franc-maçonnerie anglo-saxonne, dite déiste, ont été majorées et insérées dans la nouvelle version française.

Homme de terrain (puisque jadis journaliste grand reporter), l'auteur est aussi un infatigable voyageur et il a mis à profit ses récents séjours à l'étranger pour développer les chapitres consacrés au Chili, au Pérou, à la Chine, au Japon, à l'Inde, à la Russie et au monde arabe. On y trouve donc également des précisions nouvelles sur les écoles bouddhistes, le mysticisme oriental, le chiïsme, le soufisme, et j'en passe.

La devise de l'auteur est *Plus est en nous*. On a envie d'ajouter: *Plus est en son livre*. ■

Xavier De Schutter

Jacques Rifflet, *Les mondes du sacré*, éd. Mols, Autres Regards, 2009, 937 pages.

Fondamentalisme et retour du religieux font-ils la paire?

Quel est le sens général de l'évolution du «religieux» en ce début du XXI^e siècle et de son éventuel retour? Il faut d'abord s'entendre —en sachant que ce n'est pas possible— sur le sens du mot «religieux». S'agit-il du sentiment religieux, des Églises (mais le mot ne convient guère à l'islam!...) ou des religions, terme d'une grande confusion? En tout cas, si l'on veut parler de la place disons du religieux en Europe occidentale, il faut aussi rencontrer la question du fondamentalisme. Certains, et non des moindres, regroupent retour du religieux et apparition du fondamentalisme.

Ainsi Marcel Gauchet, s'il est le premier à parler de «l'expression fourre-tout de retour du religieux» et à dire que celle-ci «postule l'homogénéité de phénomènes en réalité hétérogènes», considère que «nous nous trouvons avec les faits que nous logeons tant bien que mal sous les catégories approximatives d'"intégrisme", ou de "fondamentalisme" devant un phénomène foncièrement original»¹.

En Europe occidentale, rien n'indique un retour du sentiment religieux. Le seul phénomène essentiel est la sortie de nombreux croyants du groupe des pratiquants et observants. Un groupe très important

—statistiquement on parle parfois des «non-religieux» sans être sûr de qui il s'agit— se distingue des croyants traditionnels mais se garde bien de rejoindre les incroyants, les «laïques» comme on dit en Belgique.

On constate en fait le maintien d'une forme de spiritualité religieuse pas forcément très éloignée d'une spiritualité moins religieuse. Le problème est que ce groupe avait ses porte-drapeaux, liés à Vatican II, et que ceux-ci ne sont pas renouvelés.

Le fondamentalisme religieux, hors islam, n'est pas en Europe quantitativement considérable.

Le cas français a beau être symbolique par sa cohérence (le refus de 1789), il reste en lui-même marginal. La messe en latin, après la décision de Benoît XVI ne représente que moins d'un pour cent des catholiques pratiquants soit un pour mille des Français... Il n'y a pas plus de 172 autorisations actuelles².

Le discours des fondamentalistes catholiques n'est pas réellement écouté. Depuis la déclaration *Dignitatis humanae*, en 1965, l'Église a renoncé à prétendre détenir la vérité, à la colère de Mgr Lefèvre. La revendication de visibilité de l'Église, animée de maîtresse façon par Jean-Paul II, et quelques manifestations de type évangélique même agglomérées ne font pas un retour du religieux. Les laïques ne doivent pas s'y tromper. La question est la manipulation de la société politique —et hélas médiatique— par quelques dignitaires ecclésiastiques. Mais Benoît XVI est loin du charisme de Jean-Paul II. ■

Patrice Dartevelle

1 Marcel Gauchet, «Qu'est-ce que l'intégrisme?», *L'Histoire* n°224, 1998, pp 32-38, reprise sous le titre «Le refus de la modernité» in *Marianne - L'Histoire Hors-Série*, août-septembre 2009, pp. 12-19.

2 Cf. Henri Tincq, *Catholicisme, le retour des intégristes*, CNRS Éditions, Paris 2009, p. 40.

EUROPE

Commémorer et agir

Toute commémoration invite à la réflexion. Le moment est en effet propice à définir ce que nous inspirent l'histoire et, en particulier, l'histoire de l'Europe.

Nous commémons cette année, en effet, les soixante ans de la création du Conseil de l'Europe, première organisation de l'après-guerre qui a pour but de régler les différends, en Europe, par la négociation, par des conventions liant les parties et par l'application aux citoyens des principes essentiels des droits humains.

Le Parlement européen a été élu, il y a trente ans, au suffrage universel direct, créant un lien démocratique essentiel entre les citoyens et cette institution européenne dont le pouvoir réel s'établit progressivement et dont la force d'action grignote peu à peu la souveraineté des États et leur égoïsme national.

La chute du mur de Berlin, il y a juste vingt ans, signifie non seulement la fin de l'oppression communiste, mais surtout la possibilité d'établir des liens nouveaux avec les pays de l'Est de l'Europe qui, il y a cinq ans à peine, adhèrent massivement à l'Union Européenne, créant un espace commun de 25, et maintenant de 27 États membres.

L'Euro, enfin, vit le jour, il y a dix ans, initiant une réalité monétaire commune à la construction européenne et créant une zone monétaire cohérente dont on voit clairement, dans la crise actuelle, les avantages d'une solidarité agissante.

Certes, les réalisations du passé ne sont pas garantes des progrès futurs. La construction européenne s'apparente souvent à cette procession d'Echternach où les fidèles sortent de l'église et font trois pas en avant et deux en arrière mais, à la fin de la procession, l'église récupère son idole!

Au-delà des difficultés et des attermoiements, ne voit-on pas cependant que l'Europe, qui se fait, s'organise autour de trois principes de base que la laïcité ne peut que soutenir: le respect de l'autre, la démocratie et l'État de

droit. Plus même, ces principes sont des notions qui s'opposent à toute confiscation partisane, religieuse ou philosophique, aux mots d'ordre ou aux arguments d'autorité. Les vraies racines de l'Europe, contrairement à ce que certains ont voulu prétendre, sont celles de l'inébranlable conviction selon laquelle les droits de l'Homme, la liberté de pensée et de conviction ainsi que l'organisation démocratique de la société sont à la base de la construction européenne.

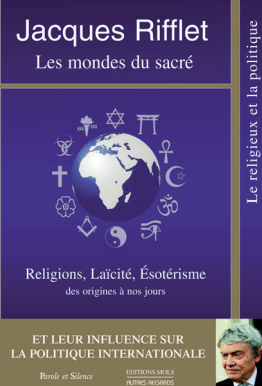
Le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin nous interpelle cependant. Il reste d'autres murs à abattre. D'abord, en Europe, à Chypre où singulièrement subsistent des antagonismes d'un autre âge et où il faudra bien trouver une solution si la perspective d'une coopération renforcée, voire d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne se concrétise.

Au Moyen-Orient aussi, où le mur que ne cesse d'ériger l'État d'Israël isolant les territoires palestiniens réduit l'espoir que se créent deux États indépendants ou que les deux communautés puissent un jour envisager de vivre sinon ensemble, du moins en paix, côte à côte. Le seul espoir n'est-il pas de promouvoir là-bas une vision laïque du vivre ensemble, bannissant toute notion basée sur les différences de race ou de religion.

L'Europe qui a surmonté les guerres et les divisions ne peut-elle offrir au monde une vision apaisée de l'Histoire, valable ailleurs, basée sur le respect de l'autre, écartant de la sphère publique ou politique toute considération liée à une quelconque croyance? Rêve d'espoir, il est vrai, d'autant plus que dans le débat sur la paix au Moyen-Orient, on ne perçoit actuellement que le silence assourdissant de l'Union européenne. ■

Michel Vanden Abeele

Président de la Cellule internationale du CAL



La défaite des stratégies de Lisbonne

La Stratégie de Lisbonne, késako? Un grand plan technocratique européen peu efficace. Dix ans après son lancement, seul l'environnement est vraiment gagnant.

Ah jeunesse! Il y a presque dix ans, l'Europe ne craignait pas de gonfler les muscles face aux États-Unis et aux pays émergents. Elle comptait alors quinze États membres qu'une ancienne génération d'hommes politiques faisait avancer vers le grand Élargissement. Les Chirac, Schröder et Blair. Guy Verhofstadt commençait sa carrière de fédéraliste européen échevelé. La croissance était au rendez-vous. La guerre d'Irak et les divisions qu'elle allait engendrer au sein de la tribu européenne étaient encore loin. Il y avait un «good mood» comme on dit dans le

qui aurait fait de l'Europe «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010». Car tel était le slogan.

À l'époque, une partie de la presse s'était montrée dubitative. «C'est beau comme une cyber-Odyssée», écrivait *Le Soir* en référence à la révolution internet promise. Et de poser la question: «Cette société qui fleurit l'Amérique ne risque-t-elle pas de creuser dramatiquement l'écart entre virtuoses de la toile et largués des petits boulots? Entre génies des «start-up» et paumés du chômage? Guy Verhofstadt balaie l'objection, dépeignant en moulinant des bras l'e-mobilisation: "La nouvelle économie fera tourner tout le monde dans la société de la connaissance"»¹.

LOIN DES PROMESSES

Dix ans plus tard, on en est loin. Les promesses de Guy Verhofstadt en matière d'emploi ont pris l'allure d'un chemin de croix au 16, rue de la Loi. L'Allemagne, dont le modèle rhénan fut longtemps opposé au modèle anglo-saxon, a retourné sa veste. Il y a fort à parier qu'au lendemain des régionales de Rhénanie-Westphalie, en mai prochain, Angela Merkel parachèvera avec l'appui des libéraux le dépeçage de l'État providence. Un peu partout, la croissance a surtout profité à une vision de l'économie où l'État se fait de moins en moins interventionniste, où le profit est l'enjeu essentiel. Même durant les années fastes, la pauvreté a augmenté. Et lorsque la crise est venue, à l'automne 2008, le peu de coopération qu'avaient manifesté les États dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne s'est mué en repli national.

Dire que les recettes susceptibles de conduire au succès de ce plan n'exis-

tent pas est faux. En matière d'emploi par exemple, les Nordiques remplissent les objectifs de Lisbonne en combinant flexibilité du travail, filet social et formation continue tout au long de la vie. En Belgique en revanche, une femme sur deux seulement travaille avec ce que cela suppose en termes social et économique bien sûr, mais aussi en matière d'épanouissement et d'égalité des chances. Les prépensions et le chômage sont trop souvent privilégiés par rapport à une nouvelle formation. Même qualifiée, la main-d'œuvre reste précaire comme le démontre l'apparition d'une génération «stagiaires». Pour certains spécialistes, sans une intervention de l'État qui financerait la formation des travailleurs sur le long terme tout en associant le patronat aux objectifs de plein emploi, il n'y a aucune chance que le modèle nordique fasse florès en Belgique². Si ce dernier a la vertu de stopper l'hémorragie financière des caisses de chômage, c'est d'abord parce que les États scandinaves ont financé la mise de base nécessaire.

Dès 2005, l'ancien Premier ministre néerlandais Wim Kok avait remis un rapport très mitigé sur l'état d'avancement de la Stratégie de Lisbonne. Le Conseil avait alors approuvé un nouveau partenariat visant à concentrer les efforts sur la réalisation d'une croissance plus forte et durable et la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Le tout lié plus étroitement aux politiques macroéconomiques et microéconomiques, pour une période de trois ans. Cette simplification devait permettre de mieux suivre la mise en œuvre du grand projet.

Mais cinq ans se sont à nouveau écoulés et les acquis de la Stratégie de

Lisbonne restent vagues au plan social. Des récriminations ont conduit la Commission européenne à présenter l'an dernier les grandes lignes de son agenda social 2010-2015. La lutte contre la discrimination à l'embauche en est une des priorités.

Cet énième relifiting n'a pas réussi à ôter les doutes. Ainsi, l'auteur du rapport sur les priorités sociales de la présidence française, Bernard Brunhes, jugeait en juillet 2008 l'agenda de la Commission purement technocratique et ne comportant pas de réelles ambitions en la matière³. Le plus cocasse est que le boss, Nicolas Sarkozy, estimait au même moment que l'Europe ne devait pas s'occuper de tout et que le social devait rester national⁴. C'était un cri du cœur, dans lequel on a reconnu le souci d'épargner la cagnotte des États et de ne pas fâcher les champions du Grand Marché que sont la Grande-Bretagne et ses satellites.

Bref, la Stratégie de Lisbonne a du plomb dans l'aile. À l'entame de sa présidence européenne, en juillet dernier, la Suède n'a pas tourné autour du pot. Dans une interview au *Dagens Nyheter*⁵, son premier ministre Fredrik Reinfeldt déclarait que «même si des progrès ont été accomplis, il faut reconnaître, à peine une année avant son évaluation, que la

Stratégie de Lisbonne a été un échec». Le Suédois procédait en deux temps. Un: rassurer sur la méthode en affirmant que le plan lisboète doit «rester une question prioritaire lors des cinq prochaines années à venir». Deux: faire comprendre à la Vieille Europe que ses tours de passe-passe sociaux ne dupent personne: «Une première étape est de voir que le problème du chômage est plus important que ne le disent les chiffres officiels actuels aux alentours de 10%».

Un tel constat fait les choux gras des syndicats. En 2008, après une énième relance de la stratégie, la Confédération européenne des syndicats (CES) avait estimé que «la dimension sociale n'a pas progressé ces dix dernières années». Autrement dit: zéro pointé. John Monks, son secrétaire général, doutait que les États membres fassent le nécessaire. «L'Europe sociale est en retrait et il ne serait pas surprenant que les appels au protectionnisme soient de plus en plus stridents». Comme une prophétie⁶.

L'ENVIRONNEMENT COMME UN ÉTENDARD

Une bonne nouvelle tout de même. Si elle reste peu féconde en ma-

tière économique et sociale, si la recherche européenne est loin d'avoir les moyens de sa rivale américaine, cette stratégie aura au moins réussi à contribuer au grand combat environnemental que mène l'UE. En 2001, le Conseil européen de Göteborg lui avait apporté cette nouvelle dimension alors que, paradoxalement, mourait un jeune altermondialiste dans les manifestations qui secouaient la ville. En dépit des réserves des uns et des autres, et bien que la Commission Barroso l'ait un moment rangée au placard, la lutte en faveur de l'environnement a gagné ses galons avec le «paquet énergie climat»⁷. Dire que la Stratégie de Lisbonne fut un élément décisif dans ce contexte serait exagéré, mais au moins existe-t-il un cadre. L'environnement est ainsi devenu un étendard de l'Union européenne. C'est une corde supplémentaire à son arc d'ambassadeur du «soft power». S'il était écrit que le sommet de Copenhague sur l'après-Kyoto ne serait pas une partie facile, l'UE se découvre en ce mois de décembre une nouvelle raison d'exister. Dans la grisaille de ses crises, un rayon de soleil vert ne peut pas faire de mal. ■

Pascal Martin

³ http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_EUROMONDE_2015.pdf

⁴ France 3, le 30 juin 2008.

⁵ <http://www.dn.se/opinion/debatt/eus-tillvaxtstrategi-ar-ett-misslyckande-1.881599>. Une traduction peut être consultée sur <http://www.euractiv.com/en/opinion/sweden-admits-lisbon-agenda-failure/article-182797>

⁶ <http://www.euractiv.fr/marche-interieur-entreprises/article/strategie-lisbonne-societe-civile-denonce-manque-ambition-conclusions-conseil-europeen-000744>

⁷ Dit des 3x20. À l'horizon 2020: 20% de réduction de gaz à effet de serre, 30% en cas d'accord international, 20% d'énergie renouvelable et 20% d'efficacité énergétique supplémentaire.

¹ *Le Soir* du 25 mars 2000.

² Relire à titre d'exemple l'interview de Géry Coomans dans *Espace de Libertés* n° 375, mai 2009.

RUSSIE

L'archipel de l'impunité

Le mur de Berlin n'est pas vraiment tombé en Russie, le troisième pays au monde le plus dangereux pour les journalistes. À l'ombre de la «verticale du pouvoir», l'impunité règne.

«Là au-dessus, c'est l'écran de l'ordinateur d'Anna Politkovskaïa». Dmitri Muratov, rédacteur en chef de *Novaïa Gazeta*, nous décrit les objets placés sur une étagère installée dans le hall d'entrée du journal. Des «unes» célèbres, des trophées de prix internationaux, des livres écrits par des membres de la rédaction, des T-shirts au logo du journal, des photos empreintes de nostalgie sur des journalistes disparus.

La Nouvelle Gazette, le journal le plus dérangeant de Moscou, celui qui

en 1993, cinq journalistes de *Novaïa Gazeta* ont été tués. La dernière victime a été Natasha Estemirova, enlevée et abattue à Grozny le 15 juillet dernier. Militante de l'association de défense des droits de l'Homme Memorial —qui vient de recevoir le Prix Sakharov 2009 accordé par le Parlement européen—, elle envoyait régulièrement des «chroniques tché-tchènes», témoignages amers sur la brutalité du régime Kadyrov, les exactions des groupes rebelles et les jeux troubles du Kremlin.

les étagères. À l'entrée, une boîte aux lettres baroque prévient les visiteurs: «ici, on n'accepte que les bonnes nouvelles».

SOUS PRESSION

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, dix-huit journalistes ont été assassinés. Selon le bilan du *Committee to Protect Journalists* (CPJ), la principale organisation américaine de défense de la liberté de la presse, la Russie est le troisième pays le plus dangereux au monde pour les journalistes. Elle occupe la 153^e place (sur 175) au palmarès 2009 de la liberté de la presse, établi par *Reporters sans frontières*.

Les journalistes critiques sont sur le qui-vive. «On est sûrement sur écoute», nous confie un membre de l'association Memorial, alors que nous sommes attablés au Café Pouchkine. Quand il nous reçoit dans son bureau, un journaliste répond à certaines de nos questions par écrit et puis introduit immédiatement la feuille de papier dans une broyeuse de documents.

Le soir, une rencontre dans un appartement du quartier de l'Arbat ne dissipe pas l'atmosphère, lourde de suspicion. Lyudmila Alekseyeva, la doyenne du mouvement russe des droits de l'Homme, présidente de la *Moscow Helsinki Federation*, laisse son téléphone mobile à côté de son assiette. «Je prends tous les appels, déclare-t-elle. On ne sait jamais ce qui peut se passer. Quelqu'un peut avoir besoin de nous». «Hier, mes parents ont reçu la visite de la police fiscale, ajoute un des convives. Je ne suis pas loin de devenir parano: je me

méfie de tout, de mon GSM, de mon courrier électronique, des passants dans la rue».

Dans certains journaux, comme le quotidien financier *Kommersant*, il faut passer par des portiques de sécurité et des vigiles vérifient les cartes d'identité, mais la plupart des journalistes mal-pensants sont tout seuls, sans protection ni garde du corps. Anna Politkovskaïa, qui était la journaliste la plus directement menacée, a été assassinée en bas de son immeuble, par un tueur qui a pris tout son temps. Comme s'il se moquait des agents du FSB, chargés de la suivre et de la surveiller.

Les paroles du journaliste algérien Tahar Djaout, assassiné en 1993, me reviennent comme dans un mauvais rêve. «Le silence, c'est la mort. Si tu parles, tu meurs. Si tu te tais, tu meurs aussi. Alors parle et meurs». Je revois le centre de presse d'Alger, «sécurisé» par l'armée. Je ressens cette même atmosphère d'entre chien et loup où l'on ne distingue pas qui est qui, policier ou truand, ami ou ennemi.

«LES CHACALS»

Notre délégation du *Committee to Protect Journalists* ne s'attendait pas vraiment au tapis rouge. Nous avions annoncé que nous allions rendre public un rapport sur les assassinats de journalistes et sur l'impunité de leurs meurtriers. Nous nous attendions aux inévitables accusations d'ingérence. Et peut-être même à des barbouzeries.

Kati Marton, célèbre journaliste américaine et présidente de la division Europe/Asie centrale de *Human Rights Watch*, n'était pas impressionnable. Nina Ognianova, auteure du rapport, en avait vu d'autres. Toutefois, lorsqu'un diplomate occidental chevronné nous demanda si nous avions pris des mesures de sécurité pour la conférence que nous organisons le lendemain au Centre de presse indépendant, notre sens de l'humour se fripa un peu. «C'est là qu'ils ont tué l'avocat de "Novaïa Gazeta", Stanislav Markelov, et la jeune journaliste Anastasia Baburova, le 19 janvier dernier, avait-il ajouté. Ici, tout est possible. Regardez derrière votre dos».

Le jour dit, tout se passa normalement. Une collègue russe nous

indiqua, parmi les journalistes présents, le sténographe qui «piégeait» probablement pour les services secrets et nous signala, avec un soupir las, qu'aucun représentant de la «grande presse» russe n'avait daigné se déplacer. «Dès son arrivée au pouvoir, précisa-t-elle, Poutine a veillé à ce que les grandes chaînes de télévision soient domestiquées et les principaux journaux disciplinés». La petite salle de presse était dès lors remplie des «suspects habituels»: les reporters de petits journaux indépendants, des blogueurs, des représentants d'ONG russes et internationales, des diplomates occidentaux et quelques correspondants étrangers.

Tout n'est pas cadencé pourtant. La «verticale du pouvoir» tolère quelques médias indépendants. Internet n'a pas été étouffé. Des titres comme *Novaïa Gazeta* ou le quotidien économique *Kommersant* préservent des espaces de liberté et de qualité. Mais le Kremlin sait que ces médias ne touchent qu'une partie infime de la population. Et quand des journalistes se montrent menaçants, l'État profond frappe qui il veut quand il veut. L'assassinat est l'ultime forme de la censure. Les journalistes sont encerclés par des «lignes rouges». Ceux qui tiennent à leur emploi ou à leur peau, en fait l'immense majorité, apprennent très vite jusqu'où ne pas aller trop loin. Et la population semble indifférente, apathique. «Le peuple a accepté l'évolution de ces dernières années sans broncher, écrivait Anna Politkovskaïa en décembre 2003. Le peuple a tout avalé et il a consenti à vivre sans démocratie».

L'impunité des assassins est garantie car le système judiciaire est inefficace et corrompu, soumis au pouvoir politique et aux mafias locales. Enquêtes bâclées, dossiers «égarés», jurés intimidés, un véritable archipel de l'arbitraire. Même si les organisations de défense de la liberté de la presse, faute de preuves, n'accusent pas directement les autorités d'avoir ordonné ces meurtres, elles dénoncent un discours officiel qui délégitime voire criminalise le journalisme indépendant, comme si celui-ci dénotait un manque de loyauté par rapport à la nation. Quand Vladimir Poutine accuse les dissidents d'être des «chacals rôdant devant les ambas-

sades étrangères», les plus exaltés se croient autorisés à introduire des balles dans le barillet.

La Russie semble n'accorder aucune importance aux critiques que formulent les organisations internationales. Néanmoins, certains, au sein du système, ont voulu nous donner des gages. Ella Pamfilova, la présidente du conseil présidentiel pour les droits de l'Homme, nous a longuement reçus pour réitérer «la volonté des autorités de protéger les journalistes». Au siège du Procureur fédéral, une dizaine de hauts responsables, dont les enquêteurs chargés du dossier d'Anna Politkovskaïa, ont tenu le même langage. «Nous faisons tout pour trouver les assassins. Donnez-nous du temps. La Russie se trouve au stade des États-Unis à l'époque du Far West...».

À la veille de notre départ, lorsque nous avons fait le point avec des militants des droits de l'Homme, des mots inédits —«modérément optimiste, bénéfice du doute»— se sont insinués dans les conversations.

Le président Medvedev venait de publier un article cinglant sur les tares de la Russie (corruption, violation des droits de l'Homme) qui semblait relayer leurs dénonciations. Début novembre, une journaliste nous a informés que deux personnes, apparemment liées à un groupe néofasciste, avaient été arrêtées par la police et accusées de l'assassinat de Stanislav Markelov et Anastasia Baburova. «Cette bonne nouvelle aurait pu être glissée dans la boîte aux lettres suspendue à l'entrée du bureau d'Anna Politkovskaïa», a-t-elle ajouté sur un ton à la fois tendre et ironique.

Toutefois, dans ce pays qui, depuis l'avènement de Vladimir Poutine, semble entrer à reculons dans l'histoire de la démocratie, les notes optimistes s'estompent très vite et le souvenir des amis et collègues assassinés se remet à hanter cette «autre Russie» qui rêve de liberté. ■

Jean-Paul Marthoz

LES JOURNALISTES SONT ENCELRÉS PAR DES LIGNES ROUGES. CEUX QUI TIENNENT À LEUR EMPLOI OU À LEUR PEAU, EN FAIT L'IMMENSE MAJORITÉ, APPRENNENT TRÈS VITE JUSQU'OU NE PAS ALLER TROP LOIN.

Une photo extraite de «Lettre à Anna. Anna Politkovskaïa, l'histoire d'un assassinat», le tout récent documentaire d'Eric Bergkraut.

croit obstinément, comme *Le Canard enchaîné*, que «la liberté de la presse ne s'use que si l'on ne s'en sert pas», a élu domicile au deuxième étage d'une imprimerie désaffectée. C'est ici que les empêcheurs de «poutiniser» en rond s'activent. En dépit des menaces, des intimidations et des assassinats. Depuis son lancement

Un air de deuil flotte dans les couloirs. Depuis l'assassinat d'Anna Politkovskaïa le 6 octobre 2007, personne ne s'est assis à son bureau. Aucun objet ne traîne sur sa table de travail, recouverte d'une vitre posée sur de vieux exemplaires du journal. Des dossiers, quelques photos, des médailles, ont été laissés sur

L'ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC CHRISTIAN ARNSPERGER

La religion du monde

Le capitalisme a-t-il confisqué la dimension spirituelle de nos existences sans tenir ses promesses?

La réussite matérielle suffit-elle à donner du sens à la vie? Lorsque l'on est jeune, beau, nanti et en bonne santé, on peut le penser. Mais de quelle ressource intérieure disposons-nous pour affronter les finitudes auxquelles, prospères ou indigents, nous sommes tous confrontés: l'inaccessibilité d'autrui, nos limites mentales, nos imperfections physiques, notre mort et celle de ceux que nous aimons... Pour calmer l'angoisse existentielle que nourrit la condition humaine, chaque société a sa recette. Le capitalisme a la sienne: il nous propose de travailler plus pour vivre mieux. En clair: augmenter sans cesse nos gains pour consommer toujours davantage. Pour autant que nous soyons employables, nous nous appliquons donc à bien agir dans l'économie, non pas parce que nous donnons de la valeur à la performance professionnelle, mais parce que celle-ci tient lieu, *in fine*, de remède à notre détresse. Ce que nous acceptons d'aller faire dans la production —obtenir la capacité de consommer des marchandises— n'est donc pas ce que nous y faisons vraiment: tenter d'apaiser notre anxiété... Se pourrait-il, dès lors, que ce soit ce consentement futile qui rende l'emprise de l'ordre capitaliste si tenace? Serait-ce notre frayeur devant le vide que laisserait, pensons-nous, la disparition de ses vaines consolations qui le rend à ce point inaltérable, alors que nous sommes pourtant de plus en plus nombreux à penser qu'il mène la planète et l'humanité dans le mur.

Pour sauver l'une et l'autre en réformant en profondeur les structures sociales, il n'y aurait, dans ce cas, qu'une issue: soulager autrement et mieux notre effroi devant la fragilité, la souffrance et le trépas. Ceci signifie que l'on ne peut changer le monde qu'en se changeant soi-même. Possible? Pour Christian Arnsperger¹, il n'y a rien de

fatal à l'angoisse existentielle: celle-ci s'enracine dans une forme d'ignorance dont toutes les traditions spirituelles disent qu'elle peut être combattue. Bref: nous disposerions de toutes les ressources de sens nécessaires pour pouvoir mener volontairement une existence économique déconnectée de la logique du capital. Resterait alors à militer politiquement pour que les institutions rendent ces expériences possibles et les protègent...

Christian Arnsperger, vous soutenez que la racine du capitalisme est religieuse, alors que la modernité marchande et la dynamique du capitalisme ont mis fin à l'emprise de la religion sur la société, tirant un trait sur l'Ancien régime. N'est-ce pas paradoxal?

| Christian Arnsperger: C'est simplement parce je n'utilise pas le mot «religieux» en un sens sociologique, ni même confessionnel. Oui, évidemment: la genèse du capitalisme a coïncidé avec une salutaire séparation entre Églises et État, et, plus largement, avec une sécularisation qui nous a libérés du joug des «religieux». Pour autant, je soutiens la thèse que les *enjeux anthropologiques radicaux* qui sous-tendent les attitudes religieuses —et que j'appelle des enjeux «spirituels» liés à notre finitude existentielle— restent complètement présents dans la logique capitaliste. Et, par extension, dans la laïcité également. On ne s'en défait pas par un simple acte de volonté...

L'HOMME PNEUMATIQUE

Les Lumières, la démocratie représentative, le libéralisme économique furent de formidables vecteurs d'émancipation. Pourquoi ne peuvent-ils plus, aujourd'hui,

soutenir ce processus de libération humaine?

Ce qui a, tout un temps, porté notre libération se retourne soudain contre nous. Le rationalisme des Lumières a accouché du «règne de la quantité» et de la «rationalisation». La démocratie représentative est devenue la caisse de résonances des prétendus «impératifs» de la rentabilité et de la compétitivité. Le libéralisme économique est devenu le pro-capitalisme, alors même que c'est au nom des idéaux libéraux qu'on doit combattre la logique du capital.

L'existence que le capitalisme nous fait vivre est, selon vous, le fruit d'une erreur?

Parce qu'elle place dans le domaine psychosomatique —celui de la consommation de matière, d'images et d'émotions— le seul espoir de notre libération. Cet espoir est dépassé. L'humain ne peut poursuivre sa libération qu'en ajoutant au corps et au psychisme un troisième «étage» anthropologique: l'esprit, en grec le *pneuma*.

Votre thèse centrale est que l'après-capitalisme ne deviendra un horizon réaliste que si nous tournons le dos à l'aliénation capitaliste qui nous tient. Retour à Marx?

Marx pensait l'aliénation en lien avec la perte d'autonomie du travailleur et l'asservissement de tous à la logique de la marchandise. Cela reste vrai aujourd'hui. Simplement, comme cette logique nous aliène maintenant depuis plusieurs siècles déjà, les catégories et les concepts dont nous avons besoin pour comprendre notre triste condition sont un peu différents. D'où mon appel à l'existentialisme et aussi aux outils de la spiritualité, qu'elle soit croyante ou laïque.

L'objectif de l'économie est de lutter

contre la rareté afin, écrivez-vous, que chaque être humain ait la possibilité matérielle de «poursuivre la trajectoire d'humanisation inscrite dans le dynamisme même de sa naissance»; afin que «chaque être puisse maximale-ment diffuser autour de lui la puissance de communion inscrite ontologiquement en lui» et, pour cela, il importe, toujours selon vous, «de tendre inlassablement vers un chemin de conversion». Un discours très chrétien, non?

Pas nécessairement. Sauf votre respect, je trouve ces caricatures assez lassantes, même si elles ont des racines socio-historiques compréhensibles. L'humanisme laïque ne peut se penser sans une notion d'humanisation. Il ne peut tenir sans une idée forte de solidarité et de fraternité, donc de communion. Et il ne peut motiver les personnes sans un horizon d'auto-transformation profonde, donc de conversion. Ces termes —humanisation, communion, conversion— peuvent sans problème être appropriés par des non-chrétiens, et même des non-croyants.

«MEURS ET DEVIENS»

Pourtant, selon vous, la tradition monastique a «des enseignements profonds à offrir aux plus «laïcs» d'entre nous». Et, à l'exemple de François d'Assise, vous nous invitez à redécouvrir les «vertus de la pauvreté à l'intérieur d'une conduite de vie tournée vers l'esprit». Ce sont là des propos religieux...

Non. La tradition monastique —qui n'est pas que chrétienne— offre des idées très profondes sur le vivre-ensemble. Jean-Marc Ferry a, en son temps, travaillé sur la Règle de saint Benoît pour penser certains aspects de la cohésion européenne. Et parler d'un esprit de pauvreté n'a rien de «religieux» — sauf si vous tenez à identifier spiritualité et religion, ce que ni André Comte-Sponville, ni même Philippe Grollet n'ont osé faire...

Votre ouvrage a une visée thérapeutique: très concrètement, vous nous y invitez, pour nous déconnecter du capitalisme, pour devenir des militants existentiels, à des exercices de «yoga économique et politique» s'inspirant notamment de la méditation zen

et de la prière contemplative. Des pratiques new age?

Que voulez-vous dire? La tradition des exercices spirituels, que le philosophe laïque Pierre Hadot a magistralement retracée, n'a rien d'un syncrétisme *new age*. D'ailleurs, des penseurs comme Michel Foucault ou Georges Friedmann leur ont accordé énormément d'importance. Je suis convaincu que l'époque de la critique sociale «par le haut», par les concepts et les dénonciations, est révolue — depuis un moment, d'ailleurs. Le travail sur soi pour engendrer en soi des ressources existentielles permettant de trouver le courage du post-capitalisme —car il en faudra!— n'est pas un travail optionnel. Tout mon livre est fondé sur cette conviction: l'homme psychosomatique est la proie rêvée du capital; intégrons donc notre étage «pneumatique»!

Ces «exercices économiques» que vous recommandez consistent notamment à déconstruire notre ego, à revisiter la notion de la liberté, à affronter nos peurs... En ce sens, ils remettent au goût du jour, dites-vous, quelque chose qui a largement disparu: la pratique initiatique, le rite de passage. L'exercice spirituel, dites-vous aussi en vous inspirant du soufisme, exige de nous que nous mourions à nous-mêmes. Etc. C'est la franc-maçonnerie que, sans le dire, vous nous décrivez là?

Je ne connais pas ce programme de première main, mais s'il devait vraiment coïncider avec ça: magnifique! Simplement, il faut éviter un écueil immense et très pervers, qui guette aussi bien le croyant que le laïque: qu'à croire mourir à soi, on ne fasse en réalité que s'agrandir. C'est bien une transcendance, un au-delà de soi qu'on a à rencontrer dans la lutte contre son «capitaliste intérieur»; pas une image magnifiée de soi...

VIVE LA COMMUNE!

Selon vous, la seule voie de sortie du capitalisme se trouve dans la promotion d'une vision «communautaire» —«qui n'est ni communiste, ni communautariste»— de la politique. Pourriez-vous préciser cette vision «communaliste»? De quoi s'agit-il pratiquement?

Il s'agit de privilégier les «circuit courts» dans l'acheminement des biens et des services comme dans

l'exercice du pouvoir de décision. L'idée d'une structure politique fondée sur des «communes» n'est pas neuve. Elle implique un fédéralisme radical des modes de vie, une relocalisation de la production et de la consommation, et une mobilité de ce qui compte: les idées, les créations, les êtres humains dans leur désir de se rapprocher. Dire que le capitalisme sert ces intérêts-là, comme le prétendent certains apologistes du commerce et de la «libre circulation», c'est vraiment de la blague! Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas besoin de coordination. J'ai récemment plaidé² pour un «ministère de la transition économique». L'État coordinateur et logisticien garde toute son importance.

Le travail de chacun sur lui-même, dites-vous, doit être soutenu par des communautés de vie. De quelle nature sont-elles, ces communautés alternatives? Existente-elles déjà quelque part?

Oui, évidemment, sous nos yeux. Je pense aux écoquartiers, aux écovillages, aux réseaux de simplicité volontaire, aux groupes d'achat en commun ou groupes d'achat solidaire, les entreprises coopératives, etc. Ce sont parfois des collectifs virtuels, pas encore toujours structurés géographiquement, mais dont le mot d'ordre principal est: halte à l'emprise d'une logique de profitabilité capitaliste qui implique un grand gaspillage humain.

Vous soutenez également que le travail individuel du militant existentiel doit recevoir, des institutions publiques, un appui qui rende cette démarche possible?

Je l'ai dit: l'État a un rôle essentiel à jouer car même entre militants existentiels d'excellente volonté, on rencontrera des problèmes à la fois de coordination et de financement. Il faut donc que les pouvoirs publics d'une part, accompagnent les militants dans leur démarche (sous la forme, par exemple, de «comptoirs de la transition») et, d'autre part, leur donnent les moyens réels de mener leurs projets à bien, sous la forme, notamment, d'un revenu de transition économique qui inclurait soins de santé et pension, ou, pourquoi pas, d'une allocation universelle. ■

“ LA GENÈSE DU CAPITALISME A COÏNCIDÉ AVEC UNE SALUTAIRE SÉPARATION ENTRE ÉGLISES ET ÉTAT, ET, PLUS LARGEMENT, AVEC UNE SÉCULARISATION QUI NOUS A LIBÉRÉS DU JOUG DES «RELIGIEUX». ”

¹ *Éthique de l'existence post-capitaliste, Pour un militantisme existentiel*, Paris, Éditions du Cerf, Collection «La nuit surveillée», 310 pages. Docteur en économie, Christian Arnsperger, est chercheur FNRS et professeur à l'Université catholique de Louvain (UCL). En 2005, il a publié *Critique de l'existence capitaliste, Pour une éthique existentielle de l'économie*, éd. du Cerf, 209 pages.

² Voir la carte blanche parue dans *Le Soir* du 28 octobre 2009: «Pour un Ministère de la transition économique». http://www.lesoir.be/forum/cartes_blanches/2009-10-28/ministere-transition-economique-735074.shtml

CES ÉCOLES QU'ON NE VEUT PAS VOIR

L'école, stop ou encore?

Un livre dénonce la violence ordinaire dans l'école. Mais aussi la violence intrinsèque de l'école, qui n'offre plus l'opportunité de l'émancipation pour tous.

L'histoire d'un vrai gâchis. En résumé, c'est ce que racontent les 200 pages du livre-événement de la rentrée scolaire, dont le titre-citation ne s'embarrasse pas de délicatesse: *Madame, vous êtes une prof de merde!* Charlotte Charpot (c'est un pseudo, mais sa photo est publiée et elle fait les émissions de télé people, donc son anonymat est grillé) raconte à la première personne son expérience de professeur dans le secondaire. Sa particularité? Avoir enseigné sept années en France avant de tenter, de guerre lasse, d'émigrer en Belgique où une nouvelle expérience la dégoûte définitivement du métier, qu'elle quittera après deux semaines seulement.

A-t-elle écouté son psy et rédigé l'histoire de sa chute aux enfers comme thérapie? Certaines pages, confuses, rageuses, hypochondriaques, le laissent parfois entendre. Mais il n'empêche: ce témoignage, que certains ont tenté de disqualifier en l'estimant exagéré ou en jugeant le parcours de son auteur atypique, évoque tant les récits de si nombreux jeunes professeurs, qu'il faut l'écouter si l'on veut comprendre l'ampleur du naufrage actuel de l'école. Car c'est davantage l'école et sa structure que les élèves eux-mêmes qui sont dénoncées au fil des pages du récit de cette noyade. Et pourtant, tout commence dans la classe: «Le premier jour, ils ont hurlé pendant toute l'heure, le second jour, ils m'ont brisé mes lunettes, le troisième jour, je me suis fait traiter de pute, le quatrième jour, ils se sont mis à me lancer des craies, le sixième jour, j'ai failli prendre une porte en plein visage,

le septième jour, la création s'est achevée: monsieur le directeur m'a expliqué que l'énervement des élèves était dû à mon stress personnel qui était palpable, et qu'ils me le renvoyaient. Le huitième jour, j'ai commencé à chercher un nouveau travail, parce qu'en plus, pour faire ça 7 heures par jour, je suis payée au salaire minimum».

Et, plus loin: «À ce jour, l'agressivité est grande à mon encontre. Je me tiens devant ma porte à chaque sonnerie. J'exige de mes élèves qu'ils se rangent, se calment, et me répondent lorsque je leur dis bonjour, avant d'entrer dans ma salle pour s'y vautrer, mâchonnant leur chewing-gum en regardant par la fe-

“L'ÉCOLE QUE DÉCRIT CHARPOT NE PEUT S'EXPLIQUER QUE PARCE QUE L'INSTITUTION SCOLAIRE N'ARRIVE PLUS À SE DÉTACHER DE LA RÉALITÉ QUI L'ENVIRONNE ET, COMME UN MIROIR MALSAIN, ÉTOUFFE TOUTE TENTATIVE D'ÉVOLUTION, FIGEANT, VOIRE ACCENTUANT LES BIAIS CULTURELS ET SOCIAUX.”

nêtre, leur musique sur les oreilles. Systématiquement, ils me bousculent pour passer malgré tout, eux ou leurs cousins ou leurs frères, que je ne connais même pas. Lorsqu'en classe, je demande à un élève de lire ou de répondre à une question, il me fait la réponse suivante 'Ho! Vous croyez que je suis à votre disposition ou quoi? Je suis occupé, vous ne voyez pas!' en griffonnant vaguement une feuille déchirée».

À LA RECHERCHE DES ENSEIGNANTS DISPARUS

Ces écoles de non-droit, où l'acte d'enseigner lui-même est quasi devenu

contre la norme sociale globale, quasi chaque enseignant débutant en a connu dans sa carrière. Beaucoup s'en sont enfuis pour rejoindre des classes moins sévères ou, de guerre lasse, ont quitté le métier. C'est un des paradoxes d'aujourd'hui: l'école recherche des enseignants disparus à qui on a pourtant dit, il y a vingt ans, qu'ils étaient en trop et qu'ils devaient quitter le métier pour «dégraisser le mam-mouth». Ces écoles où la violence, au moins verbale, est quotidienne, existent bien, même si, la plupart du temps, on ne veut pas les voir. Ni les ministres successifs, ni les directions de ces écoles. Charpot raconte bien

comment la direction de son établissement minimise et nie le phénomène même, préférant rejeter sur l'inexpérience ou la médiocrité de son professeur les raisons de ce désordre. Que des professeurs se fassent chahuter est sans doute un phénomène aussi vieux que l'acte d'enseigner, mais cela n'a rien à voir avec l'estompement

de la norme que connaissent certains établissements aujourd'hui, dans lesquels un strict minimum de respect humain n'est plus de mise.

Charpot ose mettre sur ces phénomènes des noms et des causes. Pendant sept ans, elle est engagée dans la banlieue nîmoise pour enseigner le français comme langue étrangère à des jeunes enfants immigrés fraîchement du Maroc. Elle n'a pas et ne recevra jamais de formation spécifique pour enseigner une langue à des enfants qui ne l'ont pas comme langue première. Dans une même classe, elle devra faire face au mélange im-

possible d'élèves parfois brillants dans leur pays d'origine, mais mélangés avec d'autres qui n'ont fait que mener les chèvres dans la montagne. Les élèves handicapés y sont mêlés, car aucune structure spécifique n'existe pour eux. Tout cela dans un décor de banlieue ravagée, où l'école elle-même subit les attaques de voiture-bélier et des incendies volontaires. Certes, comment ne pas voir que les élèves de Charpot, en exerçant leur violence, ne font que rendre une partie de celle qu'ils subissent, quasi condamnés dès leurs plus tendres années à devenir le rebut de leur société, à être cantonnés dans des tâches subalternes, voire à l'inactivité, sans espoir d'avenir et de progrès. L'ascenseur social, déjà si difficile à faire admettre comme hypothèse de futur à des élèves «normaux» dans le

À vrai dire, le soldat Charpot semble avoir été destiné à mourir au champ d'honneur: car la confrontation avec les élèves n'est pas la seule qu'elle doit subir. Elle s'écrit prête à ce métier depuis l'enfance, mais elle découvre manifestement les rigueurs du concours local pour accéder à l'enseignement. En France, comme en Belgique, on exige toujours un niveau universitaire élevé pour le candidat professeur, mais on ne s'interroge guère sur le fait qu'un master en littérature comparée est à peu près aussi utile que réussir une école d'hôtellerie pour enseigner les rudiments de la grammaire à des élèves qui parlent à peine à la langue qu'ils doivent maîtriser. Il existe bien des pédagogies pour la langue française comme langue étrangère, mais Charpot n'en bénéficiera pas au long de son cur-

gique, ce sera pour découvrir la variété des pouvoirs organisateurs³ et une école qui porte en elle tant de violence potentielle qu'elle la quittera vite. Sans être nommé précisément, on y reconnaît un de ces établissements-ghettos de la capitale. Ancienne école pour jeunes filles devenue mixte, 600 élèves dont 98% d'origine marocaine, 20 élèves «belgo-belges» seulement. Bref, le symbole même du bahut qui accumule les difficultés, de ce que la pure «liberté d'inscrire» des parents a fini par créer au cœur des villes, le type même d'établissement que les décrets tendant à davantage de mixité sociale désiraient voir ne pas se multiplier, voire lentement disparaître.

Charpot y découvre les joies de la deuxième session, les marchandages des délibérations, la lâcheté épuisée des collègues⁴. Elle obtient cinq à dix minutes utiles par heure de cours. Elle n'ose plus se tourner face au tableau, à cause des crachats et des objets qui la visent. À côté de cela, la difficulté de se procurer des craies ou un enregistreur, la paperasserie, les conditions à peine salubres des bâtiments deviennent presque des détails dans le long tunnel de désespérance qui la broie. Sans aucun doute, les dernières pages écrites avant sa «libération» dénotent clairement une plongée dans une dépression dont elle ne peut tenter de se libérer qu'en quittant ce métier qu'elle disait tant aimer.

Bien entendu, Charpot a eu un parcours atypique. Elle perd certes de sa crédibilité en pensant que son expérience couvre toutes les situations pédagogiques des pays où elle a enseigné. Elle croit découvrir dans un rapport français d'experts, dit «rapport Pochard», les prémisses de réformes qui en la dénormalisant, précipiteraient l'école française au niveau de... l'école belge⁵. Peut-être, après tout, Charlotte Charpot était-elle un mauvais professeur, malgré le désir qu'elle avait de ce métier. Mais la question n'est pas là: la réalité est que l'école l'a mangée avant qu'elle puisse construire quoi que ce soit. Et qu'il faut ouvrir les oreilles à son cri. ■

Frédéric Soumois

■ Un témoignage qu'il faut écouter si l'on veut comprendre l'ampleur du naufrage actuel de l'école.

monde postmoderne, n'a ici plus aucune consistance. Et, partant, il sape la seule vraie raison pour laquelle l'enfant accepte l'école: s'émanciper par la connaissance.

Mais ce constat ne résout évidemment rien le casse-tête de l'enseignant abandonné sur le terrain de l'éducation comme le fantassin sur le champ de bataille. Alors qu'on reproche souvent à l'école d'être détachée de la réalité de la société, du travail et de l'entreprise, on voit au contraire que l'école que décrit Charpot ne peut s'expliquer que parce que l'institution scolaire n'arrive plus à se détacher de la réalité qui l'environne et, comme un miroir malsain, étouffe toute tentative d'évolution, figeant, voire accentuant les biais culturels et sociaux. Dans ce cas, la république des instituteurs est bien loin...

sus universitaire de cinq ans, suivi du concours¹, formalité qui, réussie, plonge le récipiendaire à la fois dans la fosse aux lions et dans la sécurité d'emploi puisqu'il est d'emblée nommé à vie².

PLONGÉE DANS LA DÉPRESSION

Le soldat Charpot ne sera pas davantage aidé par les différentes médecines scolaires, qui semblent attendre qu'elle doive nécessairement utiliser des antidépresseurs de manière chronique avant de déterminer qu'il «existe un problème». Elle ne trouvera pas de directions qui ouvrent les yeux sur la réalité de la classe, sinon que pour la menacer de représailles et de sanctions. Et quand après avoir surmonté les écueils de l'équivalence de son diplôme, elle arrivera en Bel-

© APF

Charlotte Charpot, *Madame, vous êtes une prof de merde!*, Éditions de l'arbre, 18,90 euros.

Un outil précieux pour l'éducation à la démocratie

Tous les responsables conscients s'inquiètent de l'avenir de notre démocratie. Elle est à la fois menacée de l'extérieur par ce que Jean Ziegler appelle «la haine de l'Occident»¹ et de l'intérieur par la dépolitisation insidieuse qu'engendrent les dérives des pouvoirs et les facilités superficielles de la société de consommation.

une intrigue qui permet de soutenir l'intérêt, dont les protagonistes sont des jeunes aux prises avec leurs problèmes quotidiens. Ce récit est accompagné d'un développement pédagogique extraordinaire explorant toutes les pistes possibles de réflexion. Car Lipman a toujours la patience et le courage d'élaborer en équipe et d'expérimenter un questionnement qui stimule la pensée à se développer de façon optimale dans un sens critique et positif.

Son but est à la fois de former le meilleur jugement possible permettant, dans toute situation de vie, de prendre une décision adéquate — cela servira donc tout au long de l'existence et ne reste pas «scolaire» — et d'inciter à vivre et à défendre toutes les valeurs démocratiques. Le moyen en est la «communauté de recherche», qui organise un dialogue vrai, ouvert, constructif — chose exceptionnelle, hélas, en classe comme dans les tumultueux débats médiatisés — où l'on apprend à respecter l'autre, à l'écouter attentivement, à faire son miel des avis différents, à s'approcher ensemble au plus près des valeurs, des vérités et des réalités. C'est cela vivre vraiment la démocratie, et donc la véritable laïcité⁴. Et quand les jeunes ont vécu cette expérience, si possible depuis le plus jeune âge, ils n'en veulent plus d'autre et sont prêts à accepter les libertés concrètes. En outre, la preuve a été faite que ceux qui en ont bénéficié sont prémunis contre l'échec et le décrochage scolaire, première étape vers la citoyenneté.

Il n'y a ici nulle doctrine, nul dogmatisme, nul système. Il s'agit pleinement de libre examen et d'humanisme appliqués, comme on parle de science appliquée. L'enseignant, l'animateur, ou tout simplement les parents, peuvent ainsi choisir dans la somme des exercices, ciblés et progressifs, ceux qui sont les plus appropriés aux problèmes envisagés, aux carences révélées, aux objectifs poursuivis. C'est une somme pédagogique qui comble le vide dangereux

de l'éducation politique et sociale qui s'est creusé à l'école comme dans la société. Or, comment assurer la survie d'une démocratie sans former véritablement des citoyens? Il est naïf de penser qu'on puisse se fier seulement aux lois, aux institutions, aux partis. Sans conscience citoyenne, tout cela peut devenir lettre morte, voire être balayé du jour au lendemain. Tirons les leçons de l'histoire!

Ce volume paraît à l'initiative de l'asbl PhARE (Analyse, Recherche et Éducation en Philosophie pour Enfants) qui assume depuis plus de quinze ans la diffusion du programme de Matthew Lipman ainsi que la préparation de ses utilisateurs par Marie-Pierre Grosjean, formée à Montclair, notamment par un séminaire annuel au mois d'août⁵.

En assumant la lourde tâche de traduire de l'américain cet imposant volume, Nicole Decostre rend un éminent service à la francophonie, qui se veut garante de nos libertés. Car *Mark, Recherche sociale*, prend le mal à la racine en détruisant nos préjugés, nos a priori, nos conformismes, notre nonchalance ou notre paresse intellectuelle privilégiant les simplismes et les évidences. Et surtout en construisant une pensée critique, solide et positive, tournée vers le progrès des connaissances et de l'éthique, ouverte aux différences, sensible aux contextes (ce qui est capital!), capable d'autocorrection et de créativité, c'est-à-dire un instrument pour penser et vivre de façon optimale la modernité. Dans un monde de plus en plus complexe dont l'évolution ne cesse de s'accélérer, apprendre à penser et à repenser notre situation comme notre avenir, est indispensable si l'on veut éviter d'être balayé par l'indifférence ou par les fanatismes!

Avis à toutes celles et à tous ceux qui se veulent défenseurs des libertés fondamentales... ■

Marcel Voisin

La gauche et l'intégration européenne

À défaut d'une consultation des citoyens belges et au-delà des positionnements les plus saugrenus (pensons au oui de combat prôné par le PS en Belgique par exemple), il est difficile de saisir les bases sur lesquelles repose exactement l'avis des partis politiques belges sur la construction européenne.

Dans son ouvrage *Une gauche contre l'Europe?*, Sophie Heine revient sur les arguments déployés dans le débat relatif au référendum sur le projet de traité constitutionnel européen par la gauche du « non » (soit les socialistes eurocritiques, le Parti Communiste français, la Ligue Communiste Révolutionnaire — entre-temps devenu le Nouveau Parti Anticapitaliste et le mouvement ATTAC). Elle s'y attelle en questionnant leur vision de l'économie de marché, leur conception de la démocratie, leur rapport à l'identité nationale et leur stratégie de changement social.

Cette exploration du «fond idéal des résistances de gauche à l'Union européenne en France»² et de leurs projets politiques et sociaux permet déjà de réfuter un argument éculé selon lequel ces résistances seraient eurosceptiques.

Or, tel est loin d'être le cas puisque chacune des organisations étudiées, si elles remettent en question l'orientation actuelle de l'intégration européenne, plaide vigoureusement en faveur d'une autre Europe, libérée du carcan monétariste et de son intégrisme libre-échangiste lié à la radicalisation des principes de concurrence ou d'économie de marché.

Le rapport à l'identité nationale varie également de l'axe cosmopolitique (LCR) à des positions plus patriotes, voire europatriotes; une approche selon laquelle l'identité européenne existe et peut être un outil pour améliorer le sort de l'humanité.

Il en ressort également qu'à l'exception de la Ligue Communiste Révolutionnaire, les trois autres organisations se montrent toutes relativement réfor-

mistes dans leur approche, tant sur le fond que sur la forme. Ainsi, pour le PCF par exemple, il n'y a pas de réelle correspondance entre l'objectif anticapitaliste lointain et les combats politiques plus immédiats. Ces trois organisations développent toutes une approche politiquement libérale de la démocratie, leur modèle de référence étant la démocratie représentative, même si l'on voit poindre ici et là de modestes propositions de démocratie participative.

Leur approche économique est majoritairement sociale-keynésienne (défense des services publics, promotion d'une relance industrielle empêchée par le pacte de stabilité). Ces trois organisations demandent en somme une régulation du capitalisme européen, non sa suppression, ce qui nous éloigne une nouvelle fois de l'épouvantail radical dressé par certains.

Si les partis politiques accordent beaucoup d'importance à l'action sociale, le mouvement altermondialiste ATTAC, pour sa part insiste lourdement sur le rôle des idées et sur la volonté politique pour déconstruire l'idéologie dominante et élaborer un projet alternatif notamment par le lobbying politique et l'éducation populaire à l'attention de tous les citoyens et avec eux, tandis que la LCR envisage la constitution d'un bloc hégémonique uniquement entre différentes fractions de la classe prolétaire.

Cet éclairage des conceptions idéologiques qui sous-tendent la résistance à cette Union européenne telle qu'elle se construit actuellement témoigne indubitablement d'une social-démocratisation de ces courants, présentés habituellement comme très extrêmes

© AFP

alors qu'ils «ne font en réalité que reprendre des visions qui faisaient partie il y a encore quelques décennies de la doxa intellectuelle et politique et étaient dénoncées comme largement insuffisantes par la gauche radicale elle-même»³. Ce constat tendrait également à indiquer *a contrario* l'ampleur de la droitisation de la société au cours de ces dernières décennies.

Enfin cet ouvrage montre également clairement que l'intégration européenne dans sa forme actuelle n'est pas seulement la cible mais aussi la cause principale des résistances qui s'expriment à son encontre.

Plus largement, l'analyse et la comparaison des dimensions sociales, politiques, identitaires et stratégiques de ces critiques peuvent constituer un outil, certes aride, mais néanmoins précieux pour tous ceux qui souhaitent comprendre les grands enjeux idéologiques auxquels fait face la gauche contemporaine. ■

Olivier Starquit

L'identité européenne existe-t-elle?

¹ Jean Ziegler, *La Haine de l'Occident*, Albin Michel, 2008.

² Publié par l'IAPC (Institute for the Advancement of Philosophy for Children), Montclair State University, New Jersey.

³ Matthew Lipman, *Mark, Recherche sociale*, traduction Nicole Decostre, Peter Lang, Berne, 2009. (425 pages, 37,50€).

⁴ La tolérance active prônée par Sophie Pérenne dans *La Vision paradoxale*, Accarias, Paris, 2009, p. 57.

⁵ PhARE, asbl, 248, Route d'Ath, 7020, Nimy, nicole.decostre@skynet.be

¹ Sophie Heine, *Une gauche contre l'Europe?*, les critiques radicales et altermondialistes contre l'Union européenne en France, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2009.

² *Op. cit.*, p. 149.

³ *Idem*, p. 159.

LES PLACEMENTS «PROPRES»

Derrière l'idéal, un nouveau business?

Les fonds de placements «éthiques», «solidaires» ou «durables» ne réinventent pas la finance. Mais leur vigilance accrue à l'égard d'entreprises peu respectueuses des droits de l'Homme ou de l'environnement les rend plus sympathiques. Gare cependant à un excès d'angélisme...

Tout le monde en convient: dans les années 1980, ce n'est pas l'appel au boycott des grandes banques belges investissant en Afrique du sud qui a eu raison de l'apartheid. Mais ce premier pas en faveur d'une prise de conscience citoyenne a bel et bien inauguré chez nous l'ère de l'investissement responsable. Si, trente ans plus tard, la finance ne s'est toujours

pas moralisée, une série d'outils de placements «éthiques», «solidaires» et/ou «durables» ont cependant vu le jour. Une manière efficace pour le citoyen de privilégier des

investissements en phase avec les enjeux sociaux, le respect des droits de l'Homme et/ou la préservation du globe.

Pas de quoi changer le monde? Non, sans doute. Mais malgré tout un signal qu'ignorent de moins en moins d'acteurs économiques. Le choix d'investir dans une entreprise qui affiche des préoccupations sociales et environnementales est un pari à terme, mais aussi un puissant incitant pour les entrepreneurs toujours en quête de fonds.

INVESTIR «UTILE»

Investir dans l'éthique et/ou le durable peut commencer de la manière la plus simple qui soit par un compte d'épargne solidaire, voire un compte à terme. Une partie des intérêts sont consacrés à des projets

associatifs en Belgique ou dans les pays en développement. La banque Triodos, qui a fait de l'investissement éthique et durable sa raison d'être, a été l'une des premières à développer le concept. Évoquons aussi l'épargne Cigale, chez Fortis.

En termes de placement, les sicav et fonds de placements collectifs reflètent cependant davantage une perspective d'investissement à long terme. Ces fonds agissent comme la plupart des instruments de placements collectifs: ils collectent l'épargne individuelle —le particulier achète des parts qui sont en quelque sorte des actions— et les gestionnaires du fonds l'investissent dans une série d'actions et/ou d'obligations d'entreprises. L'importance des montants collectés et la gestion par des professionnels doivent garantir un certain rendement, en principe supérieur à celui qu'obtiendrait un particulier.

UNE RÉELLE SÉLECTION

Il existe cependant une différence fondamentale avec les fonds traditionnels: les entreprises reprises dans les fonds éthiques ou durables sont sélectionnées (ou refusées) sur la base de critères moraux, sociaux, et/ou environnementaux. Deux écoles existent à ce propos. La première, la «negative approach», exclut des secteurs comme l'armement, le tabac, l'alcool, les OGM, le nucléaire... La seconde méthode, la «best in class», privilégie les entreprises les plus perfor-

mantes (ou les moins mauvaises...) en matière d'environnement, d'économie d'énergie, de droits sociaux, de transparence... Ces fonds peuvent être diversifiés ou thématiques (épuration des eaux, recyclage des déchets, énergies alternatives...).

Comme le souligne Sven Vonck, journaliste financier au quotidien *De Tijd*, «le placement durable s'inscrit dans une stratégie à long terme. Il ne s'agit pas de rechercher l'action d'une entreprise qui risque de décoller dans les semaines ou les mois à venir, mais celle d'une société qui a une vraie vision pour les années futures. On privilégie des entreprises dont les résultats seront dopés par des éléments sains. Une bonne réputation sur le marché de l'emploi leur permettra par exemple d'attirer les collaborateurs les plus compétents. Celles qui investissent dans des économies d'énergie réduiront leurs coûts. Et celles qui affichent leur refus des produits controversés bénéficieront d'une image positive, qui séduira les consommateurs».

LES BELGES AIMENT

L'investisseur n'a que l'embaras du choix. Il existe plus de cent fonds «responsables» en Belgique, essentiellement proposés par KBC (leader du marché), BNP Paribas Fortis, Dexia et Triodos. Il est aussi possible de souscrire une assurance-vie dont le capital est investi dans des fonds éthiques. Selon l'Association belge des asset managers (BEAMA), les fonds d'investissement durable représentaient, au premier

© AFP

semestre 2009, près de 7,5 milliards d'euros en Belgique, soit 14 % du marché européen des investissements dits «durables»... De même, 6,5 % des innombrables fonds de placements belges revendiquent déjà aujourd'hui le label «éthique et durable». Mieux, des investisseurs institutionnels, parmi lesquels des fonds de pension, s'y intéressent désormais ouvertement. C'est un signe qui ne trompe pas. En effet, à l'origine, les premières initiatives d'épargne socialement utile étaient surtout le fait de citoyens engagés, prêts à se contenter d'un rendement un peu moins élevé au nom d'un choix politique. Mais les grands investisseurs, chargés de rendre des comptes à leurs actionnaires, ne pouvaient se permettre une telle option.

UN RENDEMENT CORRECT

La présence croissante d'investisseurs institutionnels sur le marché des fonds éthiques et durables prouve donc que celui-ci a mûri. Il confirme d'autre part la pertinence strictement financière de tels investissements. En termes de rendement, le secteur fait de plus en plus souvent jeu égal avec les placements traditionnels. Sur la base de l'évolution de 23 fonds durables de la zone euro entre mai 2006 et mai 2009, on constate ainsi que ceux-ci ont aligné quasiment les mêmes performances que les fonds traditionnels d'actions européennes.

D'autres comparaisons relèvent même de meilleures performances pour les entreprises «responsables». L'indice boursier DJSI World Index (Dow Jones Sustainability Index), créé en 1999, regroupe uniquement des entreprises aux préoccupations «durables» et socialement responsables. Or, sur dix ans, DJSI World a progressé davantage que le MSCI World, le principal indice boursier couvrant le monde entier (Morgan Stanley):

en dollar, le DJSI World a augmenté de 7,98% alors que le MSCI World s'est contenté de 4,26%. Ces cinq dernières années, le DJSI World a progressé de 23,24% contre 16,43% pour le MSCI World.

PAS D'ANGÉLISME

On se gardera cependant de tout excès d'idéalisme. Indépendamment de l'objectif louable qui serait le sien, toute entreprise est d'abord aux prises avec un marché très concurrentiel. Sa survie passe par des productions à prix serré (délocalisées?), des économies d'échelle, des pratiques commerciales agressives... D'autre part, selon les classements et les critères retenus, il n'est pas rare de retrouver dans les fonds durables, des entreprises que l'on en aurait a priori exclues, mais dont la présence est autorisée pour un certain pourcentage.

Constructeurs automobiles ou aéronautiques peuvent par exemple y figurer. De même, l'indice DJSI World accepte des fabricants de cigarettes ou des compagnies pétrolières, car ces entreprises travaillent activement à améliorer leur «empreinte écologique» et à réduire leur impact négatif... Sans rire.

D'autre part, il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de réaliser un contrôle approfondi de ce qui se passe réellement en entreprise, a priori lorsque les sites de production sont disséminés dans le monde. Enfin, ce n'est pas parce qu'une entreprise propose des produits «durables» —de la technologie pour énergie alternative, par exemple— que tous les composants de la chaîne de production sont forcément éthiques ou sociaux. Les investisseurs attentifs décrypteront donc avec attention l'information relative à un produit «durable» avant de le prendre pour argent comptant. ■

Stéphane Renard

Quelques conseils pour investir éthique et durable

Sven Vonck (*De Tijd*) suit de près les marchés éthiques. Voici ses conseils.

- L'information financière nécessite un décryptage. De plus, chaque banque établit ses propres critères pour ses investissements «durables». Renseignez-vous auprès des associations indépendantes: citons le Réseau Financement alternatif (www.financite.be), le Forum Ethibel (www.ethibel.be) et le Netwerk Vlaanderen (www.netwerkvlaanderen.be). Leurs sites respectifs donnent des conseils et signalent les placements éthiques.
- Privilégiez toujours les fonds durables *transparents*, dont les prospectus vous permettront de saisir aisément la philosophie générale et les critères de sélection des entreprises retenues.
- Méfiez-vous des fonds durables à capital garanti. Ils sont rassurants pour l'investisseur, mais il s'agit de produits structurés, donc complexes. Ils ont des difficultés à réorienter leurs investissements si l'une des entreprises ne répondait plus aux critères de sélection. De plus, ces fonds investissent rarement en direct dans les entreprises.
- N'oubliez pas que les sicav et fonds de placements durables sont eux aussi soumis aux aléas boursiers. N'y investissez que des montants dont vous n'avez pas besoin à court ou moyen terme. ■

Questions d'éthique

Voilà, à juste titre, une préoccupation constante à l'Esi¹. La réflexion² fut élargie lors du dernier colloque «Informatique et société» au très vaste sujet de l'éthique, vue sous l'angle de son application spécifique aux trois grands domaines que sont les sciences biologiques et médicales, l'environnement et le monde professionnel.

D'abord apparue aux États-Unis en 1960, l'éthique appliquée s'est peu à peu répandue en Europe. Elle a trouvé son essence dans le fait qu'un besoin impérieux de balises se faisait sentir dans chacun de ces domaines. Tout cas concret générant un dilemme moral constitue une question d'éthique appliquée. Chacun de nous peut donc y être confronté au quotidien.

Quelques illustrations nous éclaireront. L'approche anthropocentriste de la faune, par exemple, n'accorde de valeur qu'aux entités naturelles dont la production et l'utilisation sont bénéfiques aux humains. En appliquant ce principe à la lettre, William Baxter, auteur de *People or Penguins: The Case for Optimal Pollution*, affirme que s'il accorde de l'importance aux pingouins, c'est uniquement parce qu'ils apportent un plaisir d'ordre esthétique aux hommes qui aiment voir déambuler ces charmants oiseaux sur la banquise. Ce faisant, il met la nature au service de l'homme et ne la protège pas pour elle-même. Dans ce cas précis, l'éthique de l'environnement peut au contraire orienter le choix vers le respect de la vie animale en tant que telle, en dehors de tout concept d'agrément pour l'homme, sans pour autant basculer dans l'extrême inverse.

En 2007, l'expérimentation d'arbres transgéniques, modifiés dans le but de produire plus de cellulose et d'éthanol, fut interrompue par un

moratoire international craignant la mise en péril de la biodiversité. Organisées à grande échelle, ces plantations risquaient en effet de polluer les forêts naturelles via la pollinisation. Le principe de précaution prima donc sur l'intérêt des papetiers et des fabricants de biocarburants. À l'opposé, Vincent Chiang, spécialiste mondial des forêts, affirma que la parfaite maîtrise de la biotechnologie dans ce domaine constituait un garde-fou imparable, à tel point qu'il

**DIRE CONSTAMMENT
LA VÉRITÉ RENDRAIT LA VIE EN SOCIÉTÉ TOUT AUSSI
INSUPPORTABLE QUE DE MENTIR EN PERMANENCE.**

s'attela à accélérer la croissance de ce type d'arbre. Ce processus de manipulation restant au point mort aux États-Unis, Chiang s'orienta vers les pays du sud et notamment le Brésil, qui donna son aval pour effectuer des tests d'eucalyptus génétiquement modifiés. À cet état de fait, on peut opposer l'affirmation de la biologiste Claire Williams: «*On ne peut pas faire quelque chose juste parce qu'on est capable de le faire*».

Lors de l'implantation de multinationales dans un pays pauvre, l'intérêt de l'entreprise est généralement d'y trouver une main-d'œuvre bon marché. L'argumentation utilitariste³ dit qu'il vaut mieux donner du travail plutôt que rien. Du point de vue de l'éthique, seul ce dernier argument devrait entrer en ligne de compte, en ne servant jamais bien entendu de prétexte à l'exploitation.

L'«HOMME AUGMENTÉ»

Enfin, pensons à l'«homme augmenté». En 1998, le chercheur britannique en cybernétique Kevin Warwick s'implanta une puce électronique dans l'avant-bras. Lorsqu'il bougeait la main, les signaux nerveux provenant de son cerveau étaient en partie interceptés par la puce, puis transmis à un ordinateur actionnant une main robotisée. Plus tard, il affina le système et le connecta à un système du même type implanté chez son épouse. Puis il ambitionna de «coupler» son cerveau à celui d'un autre humain, également via des implants.

Son épouse sembla nettement moins enthousiaste à cette idée. Dans cette perspective «meilleuriste», l'homme ambitionnera-t-il de se modifier physiquement, mentalement et sensoriellement, au risque de n'avoir plus que des visées hédonistes, de se transformer en cyborg ou de prolonger la vie au delà du raisonnable? Nul besoin d'être grand clerc pour deviner qu'outre les immenses progrès présents et à venir découlant de ces techniques, l'usage de ces dernières posent de graves questions éthiques et philosophiques. Au point de vue des soins de santé, cela ne ferait qu'accentuer une société à deux vitesses, déjà perceptible dans de nombreux pays.

Si l'on veut accorder à l'affirmation de Claire Williams toute la crédibilité qu'elle mérite, une éthique de la responsabilité rigoureuse s'impose afin

de réguler les technologies touchant aux grands domaines évoqués ci-dessus. Dans cette optique, *Le principe responsabilité*, ouvrage décisif signé Hans Jonas, constitue une aide précieuse en matière d'éthique touchant aux technologies avancées. Le fil conducteur de ce livre au titre évocateur peut être mis en parallèle avec ce que l'on appelle en droit français «le principe de précaution», principe inscrit depuis 1995 dans la Constitution française (loi Barnier). Posséder un savoir qu'un tiers ignore délivre un pouvoir, mais surtout engendre des responsabilités à l'égard de ce tiers, créant ainsi une inégalité, inhérente à la «responsabilité prospective» qui peut s'envisager soit comme un sentiment, soit comme un principe. Envisagée en tant que sentiment, on peut lui opposer le fait que non soumise à des règles, elle soit régie principalement par l'intensité des sentiments ressentis, la faille étant que cette intensité variera non seulement d'une sensibilité à l'autre, mais aussi selon que la personne ou le peuple fragilisé sera proche ou situé à l'autre bout du monde. Le second écueil est d'envisager la situation sur un mode paternaliste.

PLUTÔT L'UTILITARISME

Dans le milieu socioprofessionnel, la déontologie que chacun se doit de respecter peut entrer en conflit avec d'autres valeurs. Faut-il tirer la sonnette d'alarme lorsque de par son métier, on est mis au courant de pratiques inacceptables, voire dangereuses dans sa propre entreprise? Comment faire la part des choses entre le bien d'autrui et la crainte de perdre son emploi, sa tranquillité et celle de sa famille? Selon la pensée du philosophe Emmanuel Kant, la seule voie possible est d'accomplir son devoir et de dire la vérité, quelles qu'en soient

cours. Son extrême rigidité ne cadre pas, semble-t-il, avec l'infinie complexité de l'esprit et du ressenti humain. L'utilitarisme paraît plus proche de nous. Il suppose que l'on évalue les conséquences d'un acte en termes d'avantages et d'inconvénients, de plaisir et de souffrance. On pourrait être tenté de la taxer de philosophie accommodante. Pourtant, face à certaines situations, la réflexion sera ardue et le choix cornélien, alors que l'approche kantienne respectée à la lettre nous délivre de toute réflexion. Si l'intégrité physique ou morale d'une ou plusieurs personnes est gravement mise en danger, il ne devrait y avoir aucune hésitation à les protéger. Mais le conditionnel reste de mise, car tant d'émotions peuvent se bousculer en nous, notamment la peur. L'évocation du courage exceptionnel dont a fait preuve Jeffrey Wigan, chimiste américain au sein d'une firme de cigarettiers, pour rompre l'omerta et dénoncer publiquement l'ajout calculé de substances augmentant l'assuétude au tabac, est à pointer particulièrement. Dommage que le film «*Révolutions*» (*The Insider* de M. Mann) inspiré

de ces faits réels n'ait pas provoqué une véritable onde de choc, car il constituait à lui seul la plus efficace de toutes les campagnes de lutte contre les dangers du tabagisme, par un éclairage scientifique fouillé, mais aussi par l'élan de détermination qu'auraient pu susciter l'immense courage et l'abnégation de cet homme qui a fait éclater la vérité aux dépens de sa vie professionnelle et privée. Preuve que même appliqué sous son aspect le plus noble, l'utilitarisme n'atteint pas toujours le but qu'il s'était assigné. Pour des cas plus simples et moins dramatiques, la bienveillance est, sans doute, meilleure conseillère. ■

Hélène Musso

École supérieure d'Informatique (ESI)

Tony Oursler, *untitled*, 2009 - © Courtesy Galerie Baronian-Francey, Bruxelles - Exposition «Pure O» jusqu'au 9 janvier 2010 - www.baronianfrancey.com
L'artiste est un des précurseurs de l'art vidéo, créant un univers totalement singulier mais lourd de sens.

1 Esi: École Supérieure d'Informatique - Haute École de Bruxelles (www.heb.be/esi)

2 Lors de la conférence donnée par Pierre-Frédéric Daled, docteur en philosophie et lettres, chercheur à l'ULB, dans le cadre des après-midi «Informatique et société» de l'ESI (http://www.heb.be/esi/info-soc_fr.htm)

3 Utilitarisme: doctrine ou attitude morale qui considère que l'«utile ou ce qui peut apporter le plus grand bonheur» doit être le principe supérieur de notre action (dictionnaire Larousse de philosophie).

LES DÉGÂTS D'UN CAPITALISME SANS ENTRAVES

Quand la réalité dépasse la fiction

Lors de la rentrée littéraire 2009, le liégeois Nicolas Ancion a réussi un petit coup médiatique avec la publication d'un roman dont la trame est l'enlèvement de Lakshmi Mittal. Enlevé lors d'une fausse interview de la RTBF, le milliardaire va se retrouver au cœur de la réalisation rocambolesque d'une œuvre d'art contemporain.

Au travers des aventures du milliardaire indien¹, Ancion nous livre son analyse de la situation socioéconomique, mais aussi politique, de la région liégeoise. Et le moins que l'on puisse écrire, c'est qu'il manie l'humour cynique avec plaisir et s'amuse à flinguer tous azimuts un certain milieu liégeois: «*Mullenders est d'une humeur massacrante. Non seulement l'exposition de peintres chiliens, que son groupe d'action culturelle laïque a financée, n'exhibe que des croûtes de jeunes artistes prétentieux mais, en plus de cela, le vernissage est un flop. Pas un ministre, pas un élu de haut rang, les débats au parlement régional sur la réforme du cumul des mandats mobilisent les quelques énergies qui ne sont pas pompées par la crise financière et le gouvernement fédéral enlisé. Si la réglementation passe, c'est tout le système politique qui s'écroule, celui de la concentration du pouvoir dans quelques mains, certes, élues au suffrage universel le plus souvent, mais surtout désignées par les instances du parti; les nouvelles règles imposeraient à chacun d'occuper une seule fonction principale, ce qui multiplierait les négociations, les saupoudrages, les renvois d'ascenseurs et les services rendus*»². Ce roman à clé, parfois obscur, parfois plus clair lorsqu'il évoque «l'ivrogne de la colline», ne vaudra certainement pas que des amis à son auteur.

Si ce roman de Nicolas Ancion est précédé de l'avertissement suivant: «*Parfois, on aimerait que les histoires qu'on invente ne soient pas de pures fictions. Mais ce livre est un roman: les personnages et leurs actions sont entièrement imaginaires. S'ils évoquent chez les lecteurs des per-*

sonnages existant ou ayant existé, ce n'est que pure coïncidence». Le livre *Autopsie d'une délocalisation*, du chercheur du Gresea³ Bruno Bauraind, vient en parfait miroir⁴. Car le récit de la fermeture de l'usine Continental à Herstal, conflit réel du début des années 2000, est un véritable roman policier digne de la collection «série noire». Tout y est dans l'histoire de cette restructuration: un patron machiavélique, des syndicalistes corrompus, des faux espoirs, des rebondissements... le tout révélé par la récupération inopinée par un travailleur d'un ordinateur dont le disque dur n'a pas été reconfiguré et qui contient toutes les preuves d'une mort de l'usine programmée dès 1999. Au travers de ce récit qui glace d'autant plus le sang qu'il est réel, c'est le système économique et le rôle des syndicats au sein des conseils d'entreprises

qui sont notamment questionnés: «*La fermeture de l'usine Continental de Herstal est le reflet de l'entrecroquement de deux logiques. D'un côté, la logique stratégique à court terme d'une entreprise multinationale qui, devant un ralentissement du marché, décide de sabrer dans ses coûts de production et donc de fermer une ou plusieurs usines. De l'autre, la logique des travailleurs qui, pour certains, travaillent depuis plusieurs décennies dans une entreprise centenaire et dont la qualité de la production est mondialement reconnue. L'économie reste avant tout un rapport de forces, un espace conflictuel entre ces deux logiques même si, en général, dans les médias, dans le bruitage ambiant, on cherche à faire croire le contraire*»⁵.

C'est donc l'étude d'un chercheur qui, parlant du réel, dépasse la fiction imaginée par Nicolas Ancion. Que dire alors du sort réservé à Mittal par le romancier liégeois qui n'ose pas aller aussi loin que ces travailleurs indiens de la banlieue industrielle de New Delhi qui, licenciés par une filiale d'un équipementier automobile italien, ont tout simplement lynché le PDG de l'entreprise⁶. Le fait s'est reproduit cette année à Tamil Nadu dans le sud de l'Inde, mais aussi en Chine dans une usine sidérurgique du nord-est du pays.

On est bien loin des quelques heures passées enfermés dans leur bureau par des dirigeants d'entreprises en Europe. Et surtout on constate que lorsque le capitalisme n'a plus d'entraves, la réalité dépasse parfois la fiction. ■

Julien Dohet

Le monde antique de Delvaux

C'est au cours de ses humanités gréco-latines à l'Athénée de Saint-Gilles que l'élève Delvaux Paul découvre et dévore l'Odyssée d'Homère, n'hésitant pas à barbouiller ses cahiers de scènes mythologiques, d'hoplites et de temples grecs. Le décor se plante. Le temps a passé, Delvaux a fréquenté les cours de Constant Montald à l'Académie de la rue du Midi, ils seront d'ailleurs à l'origine de l'intérêt que le jeune peintre portera aux représentations monumentales de motifs antiques.

Mais ne sachant trop sur quel pied danser, l'homme se cherche, butinant un peu chez Ensor ou Brusselmans, beaucoup chez Permeke, et détruit en conséquence. En 1930, flânant sur la foire du Midi, il visite le Musée Spitzner et retient son souffle devant la «Vénus endormie». Il peint la première version en octobre 1932 et l'expose l'année suivante à l'Atelier de la Grosse Tour. Las, la critique sera sévère, mais Delvaux n'en aura cure et elle deviendra un des thèmes récurrents de son œuvre. En 1934, l'exposition surréaliste «Mino-taure» (on reste toujours dans la mythologie) au Palais des Beaux-Arts lui fait découvrir les toiles métaphysiques de Giorgio De Chirico, c'est le coup de foudre pictural et l'intrusion (fort brève) de Delvaux —bien malgré lui— dans l'aventure surréaliste.

Les années de guerre verront naître une série de toiles monumentales dans tous les sens du terme, «L'Aube sur la ville» (1940), «L'Homme de la rue» (1940), «Les deux âges» (1941), «La Ville inquiète» (1941), «La Ville abandonnée» (1942), «L'écho» (1943) «La Vénus endormie» (1943 et 1944) ou «Le Canapé vert» (1944) sont autant de compositions tragiques ou mélancoliques dans lesquelles des femmes voluptueusement dénudées errent à la manière de somnambules sur des agoras gréco-romaines en croisant, au détour d'une colonnade dorique, des ectoplasmes masculins fortement déboussolés. Ce sont aussi autant de réponses à l'angoisse générée durant ces quatre années douloureuses par les troupes barbares qui ont envahi la

© Paul Delvaux Fondation, St-Idesbald.

Paul Delvaux, «Jeune fille devant un temple», 1949, Athènes - Coll. particulière.

moitié de l'Europe, une situation qui oppresse cet homme sensible et émotif. Sa cité grecque nous rappelle que les Athéniens inventèrent la démocratie et les femmes qui y déambulent sont autant de pleureuses déplorant la mort d'Hector, d'Achille et de Patrocle. Sa peinture nous parle de héros tragiquement disparus et de temps heureux aujourd'hui révolus.

Son premier voyage en Grèce, en 1956, lui laissera une très forte impression: «*De l'Acropole, on a une vue admirable sur la ville et au loin... la mer. Comme bruit: toutes les cloches des églises d'Athènes. Jamais je n'oublierai cette impression*». Il fait son périple à l'ancienne, embarquant à Venise sur un vieux rafiot qui rallie le Pirée en trois jours. Par la route, il ira ensuite à Delphes, Olympie, Epidaure, Sparte, Egine et au cap Sounion. Il rependra ensuite la mer Egée pour visiter la Crète, Kos, Mykonos, Patmos et Rhodes. Partout, il visite avec la curiosité passionnée d'un archéologue en herbe, notant scrupuleusement et avec beaucoup de pertinence, descriptions et sensations, crayonnant et aquarellant dans ses carnets de voyage.

Sa peinture s'en ressentira naturellement, puisqu'à partir de 1957, il place

désormais des personnages drapés de blanc dans des architectures composées où se mélangent divers éléments antiques glanés dans ses souvenirs.

Cette belle et intelligente exposition fut à l'origine conçue par le critique d'art français, Jean Clair (il signe d'ailleurs l'un des textes du catalogue) qui dut par la suite abandonner le projet, dont le chantier fut heureusement repris par Michel Draguet à la tête des Musées Royaux des Beaux-Arts de Bruxelles, épaulé par l'incontournable Fondation Paul Delvaux à Saint-Idesbald et la Fondation Goulardris à Andros qui eut l'honneur de montrer l'exposition en premier lieu. Elle ne comporte certes qu'une septantaine d'œuvres, mais plusieurs d'entre elles sont des toiles majeures provenant de très grands musées belges et européens et la partie documentaire est en parfaite complémentarité pour étayer la qualité du propos. ■

DANS UN TEMPLE EN RUINE, LA STATUE MUTILÉE D'UN DIEU A PARLÉ UNE LANGUE MYSTÉRIEUSE.

Giorgio De Chirico

B. D.

Delvaux et le monde antique, MRBAB, Bruxelles, Rue de la Régence, 1000 Bruxelles. Exposition ouverte du mardi au dimanche de 10 à 17 H jusqu'au 31 janvier 2010. Tel.: 02 508 33 33 - www.expo-delvaux.be

1 Nicolas Ancion, *L'homme qui valait 35 milliards*, Bruxelles, Le grand miroir-Luc Pire, 2009, 283 p.

2 P.95.

3 Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (www.gresea.be).

4 Bruno Bauraind, *Autopsie d'une délocalisation. La liquidation du pneu made in Belgium*, [coll. L'autre économie], Bruxelles, Couleur livres, 2009, 93p.

5 P.3.

6 Voir *Le Figaro* du 23 septembre 2008.

MARCHÉ DE L'ART ET CRISE FINANCIÈRE

Un incontestable ralentissement

Lorsque la crise financière éclate en octobre 2008, l'onde de choc est telle qu'on a l'impression de revivre l'écroulement des deux tours du World Trade Center, ce tristement célèbre 11 septembre 2001: l'effet traumatique est de la même ampleur. Mais rapidement, à défaut de parapets, certains professionnels essaient vaillamment que vaillent de se rattraper au bord du gouffre, notamment les artisans d'un marché de l'art jusque-là follement prospère, avec des chiffres en salles de vente qui, depuis 2001, donnaient le vertige. Ainsi l'année précédente avait vu une sculpture de Jeff Koons, un cœur pourpre, exploser à 23 millions de dollars tandis qu'un nouveau magnat russe lâchait, en une seule vacation new-yorkaise, 86 millions de dol-

ces retraits trop importants d'œuvres laissées-pour-compte, elles revirent les estimations à la baisse (tout doit partir!) et n'hésitèrent pas à pratiquer le gré à gré en «arrière vente». Bref, là où d'aucuns avaient cru en un secteur financier semblable à un donjon imprenable, on avait plutôt affaire à un château de sable, englouti par la dernière vague du tsunami boursier.

UNE EXCEPTION: LES COLLECTIONS D'YVES SAINT-LAURENT ET PIERRE BERGÉ

Et pourtant toute règle comporte ses exceptions. Ainsi la bien nommée «vente du siècle», celle des prestigieuses collections d'Yves Saint-Laurent et de Pierre Bergé en février 2009, dispersée à Paris —au beau milieu du séisme— par Christie's. On en attendait un chiffre situé dans la fourchette de 200 à 300 millions d'euros et ce furent 373,5 millions qui furent récoltés! Mais à l'analyse, que décrypte-t-on? Une superbe collection d'objets, tableaux et mobiliers devenus aujourd'hui introuvables, nantis de pedigrees de chats birmans et sublimés par l'aura d'une diva de la haute couture, ajoutez à la recette, une publicité top niveau concoctée par le second acolyte, Pierre Bergé, pour qui les grandes ventes n'ont plus de secrets et vous obtenez un cocktail capiteux assorti d'une mayonnaise bien prise.

On discerne pourtant en filigrane quelques fausses notes: le Picasso, surestimé, reste au tapis; sur les cinq toiles de Géricault, une seule se vend et si Ingres réalise un double record

mondial avec le «Portrait de la Comtesse de Larue» à l'huile et le dessin à la mine de plomb de «Taurel», le Baron Gros et Pieter de Hooch font tristement tapisserie. En revanche, Eileen Gray crée le scoop avec son fauteuil aux dragons, une pièce unique certes, qui cartonne au prix insensé de 22 millions d'euros, un nouveau record pour la designer Art Déco.

Cette vente à l'instar d'une exceptionnelle compétition sportive vit exploser plusieurs records mondiaux. Ainsi comme à la grande époque du boom économique, c'est sous les applaudissements frénétiques de la salle que le marteau tomba à presque 30 millions d'euros pour le portrait en bois de «Madame L.R.», une sculpture de Brancusi datant de 1914-17. Pareil

enfin: avec ses 5 millions d'euros (frais compris), le «Désespoir de Pierrot» de notre compatriote James Ensor entraînait à son tour dans le livre des records. Pour les spécialistes, cette vente est une indiscutable réussite, mais ils s'accordent tous pour dire qu'elle n'est pas représentative de l'ensemble du marché de l'art et prouve simplement qu'il y a encore de l'argent pour des œuvres exceptionnelles, exceptionnellement présentées.

UN MARCHÉ AUSSI FRAGILE QUE D'AUTRES

La crise a donc provoqué un gigantesque raz-de-marée: Hercule nettoie brutalement les écuries d'Augias, les idoles d'hier s'écroulant avec fracas comme autant de pitoyables veaux d'or. Mais qui paie les pots cassés? Majoritairement les jeunes artistes trop vite surévalués, entraînant parfois dans leur chute des galeries tout aussi jeunes, trop rapidement montées en graine ou enivrées par le succès éphémère d'une foire d'art actuel. Les réactions ont été impitoyables: baisse des prix, licenciement du personnel, fermeture d'une éventuelle succursale, sous-location de locaux, déstockage et grosse entreprise de séduction auprès du dernier carré des aficionados qu'il fallait rassurer et fidéliser à tout prix. Comme toujours en cas de crise, le nerf de la guerre est évidemment l'argent, or s'il n'entre plus, il faut rapidement juguler l'hémorragie des sorties. Les banques, elles-mêmes prises dans la tourmente, ne sont plus prêtes et suspectent rapidement le marché de l'art d'être aussi fragile que n'importe quel marché, si pas plus.

Car chaque crise financière a aussitôt pour corollaire sa crise morale. En effet ce collectionneur soudain courtisé, soit pour ses liquidités, soit pour certaines pièces de sa collection, n'est pas dupe. Comme dans la fable, l'agneau devient loup, voici cet homme affable devenir exigeant, arrogant, voire cynique. S'il achète, il négocie pis qu'un marchand de tapis, arrache des rabais

et se contente ensuite de payer par échéances échelonnées, c'est autant de gagné. D'autres, soigneusement mis au parfum des cours de vente par le Net, font leurs achats comme dans une grande surface, en surfant sur les démarques ou en ne s'encombrant plus d'intermédiaires, allant directement du producteur au consommateur pour économiser la marge du galeriste. Ainsi telle revue économique recommandait récemment, et sans rougir, d'aller directement chez les artistes qui vendaient difficilement afin d'y acheter en négociant les prix au maximum! Même scénario en galerie, où il est courant de voir un nouveau venu s'intéressant davantage à la bonne affaire potentielle plutôt qu'au bon vieux coup de cœur.

Autre conseil aujourd'hui prodigué: laissez tomber l'art contemporain —ce traître— au profit de l'art ancien. Plus facile à dire qu'à faire. Certes les artistes anciens avaient fortement reculé par rapport aux ténors du XX^e siècle (Picasso, Johns ou Warhol) et dans le top ten d'il y a dix ans, on ne trouvait qu'un intrus: Peter Paul Rubens. Mais la chose s'explique aisément, la quasi-totalité des œuvres anciennes de qualité sont dans les institutions muséales, et on l'a vu à la vente Saint-Laurent — Bergé, des pièces d'orfèvrerie exceptionnelles comme les quatorze coupes du XVII^e siècle qui avaient appartenu aux ducs de Hanovre sont parties à... 6 134 000 euros. On ne peut pas vraiment parler d'une bonne affaire si l'on spéculait sur une revente rapide, mais on peut parler d'un joli coup pour un collectionneur patient. Quant au sobre «Portrait d'un homme tenant un livre» signé Franz Hals, acquis pour la bagatelle de 3 millions et demi d'euros, on ne peut pas non plus parler d'un prix bradé. Et puis, voyez-vous Charles Saatchi ou François Pinault virant soudain leurs stocks d'art contemporain dans un entrepôt frigorifique pour se livrer duel autour d'un vase de fleurs de Breughel de Velours ou une crucifixion du Gréco?

D'autres secteurs qui paraissent mieux protégés parce que plus pointus

■ Le «Nu» monumental de Lucian Freud: 34 millions de dollars.

comme les arts primitifs ou la bibliophilie ont subi eux aussi de sérieux revers: seul le top niveau attire et séduit encore, tout le reste passe dorénavant à la trappe des laissés-pour-compte.

ACHETER AVEC LE CŒUR

Autre baromètre de la crise et non des moindres, la FIAC qui se tenait à Paris en octobre dernier se voulait rassurante et s'annonçait sous les meilleurs auspices: l'arrivée de grosses galeries américaines et l'attente de 65 000 visiteurs (plus que Bâle) rendaient son codirecteur Martin Berthenod optimiste: «*En période euphorique, la France était moins flamboyante; en période d'incertitude, elle est plus rassurante*». Le PDG d'Art Price, Thierry Ehrmann confirmait: «*Les prix ne descendront pas plus bas*». Au lendemain de la fermeture des portes, un grand marchand parisien, qui y participait, Marcel Fleiss, avouait à Harry Bellet dans *Le Monde*: «*C'était bien comme autrefois, avec toutefois de nouveaux prix, à la baisse. C'était pareil pour les autres*».

Une seule chose est certaine, tous ces «bons» conseils trahissent principalement le désarroi de ceux qui n'ont pas vu venir cette crise planétaire et ne voient pas vraiment comment en sortir. Alors, continuez à acheter avec les yeux du cœur et cessez d'être hanté par de bien aléatoires spéculations, car pour faire des affaires, il faut jouer dans la cour des pros et connaître les paramètres. Consolez-vous, il sera toujours plus agréable d'avoir une bonne toile sur le mur du salon qu'une vilaine action virtuelle à la banque. ■

Ben Durant

“JE NE SERAIS PAS ÉTONNÉ QUE 30 À 40 POUR CENT DES GALERIES DE NEW YORK FERMENT DANS LES PROCHAINES ANNÉES. LA CRISE NE FAIT QUE COMMENCER.”

Philippe Ségalot, 19 novembre 2008.

Pourtant, dès septembre 2008, malgré les déclarations matamoïresques de certains directeurs de foire qui n'avaient rien oublié de la méthode Coué ou le coup de poker de l'artiste britannique Damien Hirst, organisant lui-même la vente aux enchères de ses 200 dernières créations et réussissant le pari insensé d'en obtenir, sans marchand et sans critique, 200 millions de dollars, les premiers signes avant-coureurs se manifestent et la déprime s'empare inexorablement des acheteurs de plus en plus échaudés. On connaît l'axiome cynique: «*un tableau est beaucoup moins beau lorsqu'il ne vaut plus rien*». Le mois de novembre 2008 fut l'un des plus catastrophiques pour New York, le taux d'invendus atteignant les 75 pour cent. Les grandes salles de vente réagirent drastiquement, et pour éviter

■ Damien Hirst, «For the love of God», 2008: «une célébration contre la mort».

pour Piet Mondrian dont la «Composition en bleu, rouge et jaune» de 1922 atteignit 21,5 millions et fut acquise par Philippe Ségalot, un courtier français installé à New York. Cocorico national